

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 19 (1133) 1 mai 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

**1^{er} mai
1996**



**Le capitalisme
c'est la misère**

**Vive le
socialisme**

**Mercredi 1 mai 1996
Auditoire Q, VUB
Av. de la Plaine
Bruxelles**

PTB

Parti du Travail de Belgique

Le Peuple, John Leys, et al. 1996-1997 - PTB/Le Peuple



L'armée croate a assassiné 181 personnes avec l'aide de l'Otan

Herman Vermeulen

Les habitants de la petite ville bosniaque de Mrkonjic Grad viennent de déterrer 181 cadavres d'une fosse commune. 102 crânes étaient défoncés. Vous n'en avez pas vu les images à la télé ? Pas étonnant. C'étaient des cadavres de Serbes. Et ils étaient "les mauvais". Ils ont été assassinés par l'armée gouvernementale croate. C'étaient "les bons".

Si l'Otan, dirigé alors (septembre 95) par le socialiste Willy Claes, n'avait pas bombardé des cibles serbes, ce charnier n'aurait jamais existé. Et ces 181 Serbes seraient toujours vivants.

Le charnier de Willy Claes

En septembre 1995, Willy Claes vit les plus beaux jours de sa carrière : secrétaire-général, il a l'honneur de diriger la première guerre de l'Otan ! Presque quotidiennement, celle-ci bombarde des cibles serbes en Bosnie. Cibles civiles pour la plupart. Lors d'une attaque menée contre l'émetteur de télévision de la petite ville de Doboj, vingt personnes sont tuées. Tous des civils, à l'exception de deux soldats. Ces semaines-là, le socialiste Willy Claes apparaît presque quotidiennement à la télé pour répéter, le sourire aux lèvres, que les bombardements se poursuivront jusqu'à ce que les Serbes soient mis à genoux.

Et qui en profite ? L'armée gouvernementale croate de Tudjman. Progressant dans la partie serbe de la Bosnie, en direction de Banja Luka, elle est ainsi parvenue à occuper la petite ville de Mrkonjic Grad, à 60 kilomètres au sud de Banja Luka. Les habitants, des Serbes pour la plupart, ont pris la fuite. Ceux qui n'étaient pas assez rapides ont été assassinés par l'armée fasciste de Tudjman.

Grâce à l'accord de Dayton conclu plus tard, Mrkonjic Grad est passée sous administration serbo-bosniaque le 20 mars dernier. Avant de se retirer, les Croates ont entièrement détruit la ville. Selon le bourgmestre, septante cadavres ont été découverts — surtout des personnes âgées — dans les maisons proches de la ville. Ils avaient été abattus ou brûlés. Des témoins affirmaient que les Croates avaient jeté au moins cent cinquante cadavres dans une fosse commune, dans un coin du cimetière.

BBC et CNN étaient absents... ce n'est pas Timisoara

Une semaine plus tard, le 29 mars, notre camion de Médecine pour le Tiers Monde arrive à Banja Luka. Le besoin de vêtements et de chaussures est toujours très grand. Les réfugiés serbes ne reçoivent toujours aucune aide du reste du monde. A la Croix Rouge, on nous raconte qu'on manque de farine depuis deux mois déjà. L'après-midi, les trois étudiants de Diepenbeek qui accompagnent le convoi sont reçus par le vice-recteur de l'université. Par hasard, nous



Les cadavres ont été déterrés l'un après l'autre. Certains avaient la tête tranchée et placée entre les jambes.

apprenons que, le lendemain, on commence à ouvrir la fosse commune de Mrkonjic Grad. Nous décidons de nous rendre à Mrkonjic Grad. En rue passent des tanks de l'IFOR, la force d'occupation de l'Onu-Otan en Bosnie.

Au cimetière, des ouvriers s'apprêtent à commencer le pénible travail. La presse locale est présente en nombre. Mais la presse occidentale est absente, à des kilomètres à la ronde. Pas de CNN, ni de BBC...

Je râle : «Si c'étaient des Croates qui étaient enterrés ici, toute la presse mondiale serait présente autour de ce trou». A Timisoara, en Roumanie, il n'y avait pas de charnier mais les corps, sortis de la morgue de l'hôpital pour donner consistance au mensonge de la

fosse commune, ont hanté pendant des mois la télévision et les premières pages de nos journaux. N'avaient-ils pas été "assassinés par des communistes" ?

Tout le monde a entendu parler de Srebrenica où les Serbes auraient assassiné des milliers de musulmans. Seulement, là, on n'a pas encore trouvé de charnier. A Bosanski Brod, près de la frontière avec la Croatie, on a bien découvert un charnier en 1993. Mais les 84 personnes qui s'y trouvaient et qui avaient été assassinées, en 1992, déjà par l'armée croate, étaient des Serbes. Voilà pourquoi le nom de Bosanski Brod ne nous dit rien. Pourtant, la police de Doboj dispose de beaucoup de documents sur ce charnier. Mais personne ne s'en

occupe. A l'exception d'une délégation britannique en 1993, nous étions les premiers étrangers à nous y intéresser. Et nous étions les tout premiers à demander leurs preuves des bombardements de l'Otan sur Doboj !

Le plus grand charnier de cette guerre en Bosnie

Finalement, on a déterré 181 cadavres à Mrkonjic Grad. Selon des inspecteurs internationaux, il s'agit de la plus grande fosse commune découverte depuis le début de cette guerre en Bosnie. (*) Le professeur Stankovic, de Belgrade, est le médecin-légiste qui a dû procéder à l'identification des

corps. Il nous raconte que de nombreux crânes sont enfoncés, probablement à la suite de coups violents sur la tête. Beaucoup de blessures indiquent qu'il y a eu crimes de guerre. Nous voyons des corps dont la tête a été coupée et placée entre les jambes...

Une femme sanglote sur une chaise. Elle vient de reconnaître sa mère de 62 ans. «Les Oustachis ont pris grand-mère», répétait sans cesse sa petite fille de trois ans, lorsque la grand-mère a disparu en septembre. Les Oustachis étaient les nazis croates alliés d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. Leurs héritiers ont trouvé le socialiste Willy Claes à leur côté.

(*) De Standaard, 22/4, p. 3

Pourquoi ont-ils tué cette vieille dame ?

Trois étudiants de Diepenbeek présents lors de l'ouverture de la fosse commune

Tine Keersmaekers, Maja Meerten et Koen Meynendonckx sont trois étudiants en première année de médecine au Centre universitaire du Limbourg à Diepenbeek. A l'initiative de Médecine pour le Tiers Monde, ils ont visité la Bosnie en avril. Ils ont photographié et noté, pour ne rien oublier. Voici un extrait de leur journal, où ils racontent ce qu'ils ont vu et ressenti lors de l'ouverture de la fosse commune. Ce passage a été écrit par Tine et complété sur place par Maja et Koen.

«Samedi 30 mars. Nous sommes dans la petite ville de Mrkonjic Grad, où vingt mille grenades sont tombées en deux jours. Une grande partie des maisons ont été détruites, en fait pratiquement toutes les maisons.

Nous sommes près d'une fosse commune que des ouvriers de la ville sont en train d'ouvrir. Bien que le soleil soit radieux et qu'il fasse chaud, il règne ici un silence glacial.

Les ouvriers heurtent des planches. Ils pensent que les cadavres gisent en-dessous. Ils sont déjà à deux mètres de profondeur. Le fond du puits est rempli d'eau.

De plus en plus de gens viennent regarder. C'est sinistre. Tout le monde attend, assis ou debout, silencieusement. Certains ont des fleurs. Tout le monde doit rester derrière la clôture. Seule la presse, des soldats, des médecins et des médecins-légistes peuvent entrer... Nous aussi heureusement.

Beaucoup de corps gisent ici. Beaucoup trop.

Un peu plus tard, un homme vient nous parler. Il dit qu'en fait, cela peut encore durer un petit temps avant qu'ils trouvent quelque chose. Nous sommes déjà ici depuis longtemps. Nous décidons de partir et de ne pas attendre plus longtemps. Dommage. Car pour



Les trois étudiants pendant l'ouverture de la fosse commune. De gauche à droite : Tine, Koen et Maja.

convaincre les gens en Belgique, nous devons avoir des photos et des cadavres. Nous pourrions aller les montrer aux stations de télévision. On en parlerait peut-être aux informations.»

«De retour à Banja Luka, nous apprenons qu'ils ont trouvé des corps. Nous retournons à Mrkonjic Grad. Par la même route. Criblée de trous de grenades. Des centaines, des centaines de maisons brûlées et dévastées. Les corps qui ont été déterrés gisent au cimetière, près d'une base de l'IFOR. Les hommes dehors, les femmes dans un petit bâtiment. Il y en a beaucoup. Beaucoup trop. L'odeur est horrible.

La plupart des gens étaient des soldats. Ou du moins portaient un uniforme de soldat. Mais il y a aussi des gens sans uniforme. Beaucoup d'hommes âgés ont la tête coupée, posée entre les jambes. Les bras aussi ont été coupés, et les doigts. Ils ont donc été torturés avant d'être tués. Il y a aussi des gens avec des coups de couteau, des trous

que les balles ont faits dans les crânes.

Maja pleure. Pas moi. Ce n'étaient pas des gens qui gisaient là. C'était tout simplement affreux à voir. Mais dehors, des femmes pleurent. Notre interprète, Senka, va parler avec elles. Et quand elles racontent, les cadavres deviennent vraiment des gens. Des gens avec une famille, une maison, des proches qu'ils aimaient.

Rentre, Maman, ils vont jeter des bombes !

Une jeune femme dit qu'on vient d'identifier sa mère. A ses côtés, la soeur de la défunte. Celle-ci avait 62 ans. Elle était restée en ville, comme beaucoup de personnes âgées. Les Croates l'ont tuée et lui ont coupé la tête. Pourquoi ? Pourquoi ont-ils tué cette femme ? Et pourquoi en plus lui ont-ils tranché la tête ? »

«La fillette de la jeune femme a

trois ans. Elle a encore très peur. Elle n'ose toujours pas sortir de la maison. Quand sa mère sort, elle se met à pleurer et crie que sa maman doit rentrer très vite car des bombes vont tomber. Quand les femmes me racontent cela, c'en est trop pour moi et pour Koen. C'est horrible.

Je ne peux croire qu'un être humain soit capable de faire une chose pareille. Je suis très malheureuse que le monde soit si mauvais. Mais ces femmes disent aussi : «Qu'est-ce que ces pays étrangers nous ont fait !» Sa mère a été assassinée par des Croates, mais elle sait que c'est la faute des Etats-Unis et de l'Allemagne. C'est en fait un bon signe. Peut-être pourront-ils quand même un jour vivre ensemble...

Le chemin du retour est très triste. Nous pleurons presque tous. Nous traversons à nouveau tous ces villages détruits. C'est vraiment terrible. Chaque maison est un drame pour une famille. Nous nous arrêtons à une maison où est

dessinée une croix gammée avec, en dessous, la mention "Otan". Sans doute tracée par des Serbes, donc. Un homme qui habite dans le voisinage nous dit une nouvelle fois que tous les Yougoslaves sont victimes du reste du monde. Que si les autres pays ne s'en étaient pas mêlés, on n'en serait pas arrivé là. Stevo, étudiant de Banja Luka qui nous accompagne, dit sans cesse : "Don't cry, don't cry, this is war !" (Ne pleure pas, c'est la guerre). Mais je ne peux m'empêcher de pleurer. Je ne peux pas arrêter. Je vois toutes ces maisons détruites le long de la route. C'est mort. De temps en temps, nous voyons une maison, ou plutôt une ruine, où les gens sont revenus habiter. Avec du plastique devant les fenêtres et sur le toit...»

Un nouveau voyage en Yougoslavie est organisé par Médecine pour le Tiers Monde et la Ligue Anti-Impérialiste. Du 15 au 28 juillet. Infos et inscriptions : LAI, 02/513.53.86.

«Willy Claes a fait un excellent travail»

Jusqu'au 20 octobre de l'année dernière, le socialiste Willy Claes a dirigé la machine de guerre de l'Otan en Bosnie. Sous ces ordres, 2.700 bombardements ont été effectués contre la population serbe. Couverts par ces attaques aériennes, les troupes musulmanes croates ont lancé leur offensive militaire. L'un des résultats est la fosse commune de Mrkonjic Grad. Tous les leaders occidentaux s'en félicitent et félicitent le socialiste Claes. William Perry, ministre américain de la Défense, observait : «Willy Claes a fait de l'excellent travail. Pour cette raison j'espère sincèrement qu'il pourra continuer à exercer son mandat.» (1)

«Durant l'été, Claes a laissé une forte impression au sein de l'Otan, déclarait un diplomate. Que l'Otan prenne aujourd'hui la direction du processus de paix en Bosnie, nous le devons pour une bonne part à lui. Les militaires l'apprécient, parce qu'il donne des ordres clairs aux commandants sur le terrain.» (2) Conclusion du journal De Stan-

daard : «Claes était sur la même longueur d'onde que les Américains à propos de l'intervention militaire (en Bosnie). Washington aura du mal à trouver parmi les candidats européens un secrétaire général aussi docile.» (3)

Entre-temps, c'est un autre social-démocrate, l'Espagnol Javier Solana, qui a pris la relève aux commandes de l'Otan.

La social-démocratie belge est un parti de guerre

Lorsque Willy Claes a envoyé la machine de guerre de l'Otan contre des civils innocents, aucun dirigeant des deux partis socialistes belges n'a protesté. Ce soutien social-démocrate à la guerre impérialiste n'est pas nouveau. En Belgique, le social-démocrate Vandervelde avait déjà applaudi au massacre impérialiste de 1914-1918. Le socialiste Paul-Henri Spaak, chef de l'Otan de 1957 à

1961, a dirigé durant les années 60 les attaques contre le Congo et contre d'autres pays du tiers monde. Le socialiste Coëme, en tant que ministre de la Défense, a exécuté les ordres des Etats-Unis pendant la guerre du Golfe.

Les victimes de Mrkonjic Grad sont mortes. Mais Claes a repris sa baguette de chef d'orchestre. La direction du parti compte faire appel à lui pour assurer les relations internationales du parti, en se basant sur ses «riches expériences», dit-on de manière cynique. D'ores et déjà, Claes a fait savoir qu'il poursuivra sur la voie de la barbarie et des massacres. «La leçon que l'ex-Yougoslavie nous a apprise, dit-il, est que la communauté internationale doit mener d'urgence une politique préventive, où il faudra revoir fondamentalement le principe de la non-ingérence.» (4).

(1) Echo de la Bourse, 17.10.1995. (2) Het Volk, 18.10.1995, p. 5. (3) De Standaard, 16.10.1995. (4) Financieel-Economische Tijd, 10.01.1996.



Willy Claes avec le commandant en chef des forces armées de l'Otan en Europe, le général George Joulwan. Le visage radieux, pendant que l'Otan effectuait 2.700 bombardements sur ses ordres.

EDITORIAL

Qui sont les égoïstes ?

Kris Me rckx

Le Parti Socialiste, à l'approche du 1er Mai, mène campagne : "Les égoïstes vont gagner, à moins que..." vous continuez à avoir confiance dans le PS (évidemment). A la question cruciale "Qui sont ces égoïstes ?", Busquin répond : "Les entreprises outrageusement bénéficiaires ne se souciant pas de l'emploi, les Mister non-non-non". (Le Soir, 24 avril et RTBF-TV, 28 avril).

"Mister non-non-non ? Le seul que Busquin cite nommément c'est Jean-Marie Ansciaux, président de la CGSP-Enseignement. Caractéristique : les seuls "égoïstes" contre lesquels le PS se déchaine, ce sont de simples... travailleurs se battant à juste titre pour leurs emplois et le maintien de leurs salaires : profs, fonctionnaires, cheminots, sidérurgistes de Cockerill-Sambre qui ont refusé de sacrifier leurs salaires pour quelques licenciements de moins.

Par contre, Busquin ne cite pas une seule société. Il ne dénonce aucune grande banque, aucun holding (Générale, GBL). Pourtant, leurs filiales ont été "outrageusement bénéficiaires" en 1995, augmentant leurs profits entre 10 et 30 %. Et elles liquident l'emploi en masse : Union Minière, assurances AG, banques... Le PS ne formule pas la plus petite revendication contre ces seuls véritables égoïstes. Au contraire : ses ministres des Entreprises publiques - Coëme, Di Rupo, Daerden - leur ont assuré des superbénéfices exceptionnels par les privatisations. Le groupe CGER (banque et assurances) vendu 34 milliards à Fortis-AG en 1993 a déjà doublé son bénéfice (8 milliards) l'an passé. En quatre ans à peine, Fortis-AG aura récupéré son "investissement". Et grâce au Contrat d'avenir, tous ces riches recevront encore davantage de cadeaux du PS et du CVP : blocage salarial, flexibilité, diminution des droits de succession sur les actions, etc.

Ce n'est pas un hasard si la CGSP-Enseignement est choisie par le PS comme "modèle d'égoïsme". Elle ne cesse de réclamer un impôt sérieux sur les fortunes, une hausse de l'impôt effectif sur les entreprises (de 20% à 40%), une baisse des intérêts versés aux banques et des mesures anti-fraude. Revendications qui ressemblent fort à l'alternative budgétaire du PTB.

Camarades de la gauche du PS et du SP, et tous les progressistes, tirez vos conclusions en ce 1er Mai. Vous n'en pouvez plus au sein de ce parti qui dénonce les simples travailleurs comme "égoïstes", mais engraisse tant et plus les capitalistes. Votre place est dans le seul parti vraiment de gauche, anticapitaliste : le PTB. Là seulement, vous pourrez déployer et rassembler efficacement vos forces. Venez faire connaissance avec nous, à notre Fête du 1er Mai à Bruxelles !

Faites échouer le chantage d'Onkelinx

Des diplômes pour tous les élèves !

Mentez, mentez... Il restera toujours quelque chose... Tel- le était la devise de Laurette Onkelinx pour la rentrée de l'enseignement secondaire après les vacances de Pâques.

Lieve Lemmens

Pour diffuser son message, les petits écrans lui ont été largement accessibles, surtout celui de la RTBF "publique".

La grève devait être cassée durant la semaine du 22 avril. La détermination des profs étant restée très grande, il fallait chercher du renfort. Des responsables nationaux des associations des parents, et la Ligue des Familles ont épaulé Onkelinx. Certaines directions d'écoles — surtout celles très proches des dirigeants PS-PSC — s'y sont mises aussi.

Lundi matin, nous rencontrons des élèves à l'entrée de l'école. Visages crispés : la mise en scène des médias a fonctionné. «Nous devons rentrer, notre année est en danger. Notre diplôme ne va pas être homologué», disent-ils. «Du bluff !», répond Bernard Dupont, vice-président de l'Association des préfets de l'Officiel, dans Le Soir du 26 avril. «Pas de problèmes au premier degré du secondaire : le passage est automatique. Pour les autres degrés, chaque communauté éducative fait le choix entre l'organisation d'une session en juin, ou l'organisation de deux



Profs, élèves, parents et travailleurs ont manifesté ensemble à Charleroi dimanche.

sessions, et que le choix des disciplines soumises à examen, ainsi que les modalités, relève de la communauté éducative. Je rappelle enfin que la Commission d'homologation vérifie si les matières ont été vues, pas si elles sont connues.» Notons aussi que des membres de la commission d'homologation ont réagi vivement, pour rappeler leur indépendance.

Un autre jeune s'inquiète : «Si je ne rentre pas, je vais accumuler trop de jours d'absence.» Erreur : aucune loi ne règle cela. Ce n'est pas comme dans le supérieur, où les jours d'absence sont comptabilisés. C'est la direction et le conseil de classe qui en délibèrent. Si une direction fait pression sur des élèves combattifs, ou applique des discriminations, un seul

conseil : contactez vos délégués enseignants. Ils vous défendront et vous n'aurez aucune sanction. Peu de directions n'ont réellement intérêt à attacher leurs élèves pour des faits de grève aujourd'hui ! Question de réputation...

«Que va-t-on faire lors des examens ?»

Les examens ne sont pas obligatoires. Même pas une session par an. Dans le renové, l'évaluation continue prime. Si nécessaire, un petit contrôle peut être organisé. Rappelons qu'en juin 1989, lors d'une action (prélude à la grande grève de 1990), il n'y a pas eu de sessions d'examens. Les profs ne sont pas des inciviques. Ils ne

vont pas pénaliser leurs élèves. Les conditions d'un rythme d'étude régulier n'ont pas été remplies. Les enseignants se chargeront dès lors de faire passer les élèves en difficulté. De même pour les élèves qui doivent passer des épreuves de qualification. En cas de problème, même conseil : consultez les délégués profs. Les profs étaleront la matière durant l'année prochaine. Les programmes permettent cette souplesse. Soyez sans crainte. En bref : les paroles de Laurette, c'est du vent et encore du vent. Son seul but était de semer la panique, dramatiser au plus haut point la situation, et ainsi faire arrêter ce combat historique. Ca n'a pas marché. Unis, forts ensemble, nous gagnerons tous !

La grève se durcit : la meilleure riposte Et Busquin (PS) traite les enseignants d'égoïstes...

Jeannine Tips

Le projet d'accord, poussé en avant par Laurette Onkelinx, ministre de l'éducation, était axé sur la diminution des pertes d'emplois (2.600 au lieu de 3.500) en échange d'une perte salariale pour les enseignants. Il a été rejeté à une très large majorité — 90 % — des affiliés de l'ensemble des syndicats de l'enseignement. Un blâme pour Willem Miller, président de la CEMNL (centrale de l'enseignement moyen CSC), à l'origine de ce préaccord. D'autant plus que 84 % des votants de la CEMNL l'ont aussi refusé ! C'est aussi un désaveu pour Écolo qui avait apporté son plein appui à la démarche de

Miller.

Les enseignants sont vraiment dégoûtés par le PS et le PSC. Ils voient de mieux en mieux le double jeu d'Écolo : soutenir en paroles les enseignants, mais amortir leur magnifique mouvement dans la réalité.

Les enseignants refusent le chantage "réduction de salaires contre des pertes d'emplois atténuées", décrété par les dirigeants PS-PSC. Défiant toutes les menaces, ils maintiennent fermement leur revendication : maintien de tous les emplois, pour garantir un enseignement de qualité pour les enfants des travailleurs. Comme les ouvriers de Cockerill-Sambre et de Clabecq, les enseignants n'acceptent pas que les

travailleurs payent l'emploi, alors que le patronat enregistre 800 milliards de bénéfices.

Un enseignant : «Nous sommes en train de marquer des points. D'autres secteurs bougent dans le non-marchand. Le mouvement se reprend, se durcit. Nous avons à choisir : ou bien être la locomotive du mouvement social qui va s'amplifier avec le rejet du Contrat d'avenir pour l'emploi, ou bien nous disons que nous ne luttons plus pour le retrait des décrets, pour le refinancement par le fédéral.» Philippe Busquin, président du PS, tente envers et contre tout, de manoeuvrer les enseignants. Dimanche 28 avril, à la RTBF, il a proposé que 10.000 enseignants à temps plein passent à

4/5 temps, avec une perte salariale de 20 %, afin de réduire les pertes d'emplois de 2.000 unités. C'est ainsi que ce grand "humaniste" envisage la lutte "contre l'égoïsme"... Jean-Marie Ansciaux lui a rétorqué : «Évidemment, si demain, tous les ouvriers travaillent à mi-temps, avec perte de salaire, il n'y aura plus de chômage.» Bien dit ! A juste titre, les enseignants refusent la solidarité dans la misère, ils refusent la réduction du temps de travail avec perte de salaire que les cheminots ont été forcés d'accepter. C'est dans les fortunes et les bénéfices qu'il faut puiser pour des embauches, pas chez les enseignants, ni chez les travailleurs !

Pleins pouvoirs ?

Selon le Standaard du 27 mai, «le premier Dehaene et les présidents des quatre partis de la majorité sont assez avancés dans leurs plans pour réclamer au parlement les pouvoirs spéciaux. Lesquels doivent leur permettre de prendre les "décisions nécessaires" dans les "grands dossiers" : budget 97, réforme de la Sécu, Contrat d'avenir pour l'emploi». Selon Busquin (PS), les pouvoirs spéciaux ne sont pas nécessaires : «Il y a d'autres techniques, les lois-cadres». Ce gouvernement les a déjà fréquemment employées, notamment pour le budget 93 (et sa douloureuse non-indexation des barèmes fiscaux). Une loi-cadre peut être tout aussi "efficace" (dites plutôt : antidémocratique) que les pouvoirs spéciaux. Elle fixe les objectifs, et puis ceux-ci sont convertis en mesures concrètes sans que le parlement ait rien à dire.

Une idée de Di Rupo

Di Rupo sort un nouveau truc. La "subvention à l'emploi supplémentaire" (SES) diminuerait encore les charges sociales pour les entreprises qui augmentent leur nombre d'emplois. Cette «idée forte» selon Philippe Busquin (RTBF-TV, 28 avril) est aussi soutenue par le président du... PRL.

«Louis Michel regrette que soit abandonnée l'idée de la SES d'Elio Di Rupo. Séduisante, elle aurait pu être à la base d'une certaine révolution mentale, et modifier la culture entrepreneuriale. Cette idée est abandonnée au profit de la thèse CVP (qui a étendu les avantages Maribel à l'ensemble des patrons, ndlr.). (L'Echo, 20 avril). Roger Mené (Union des classes moyennes) aurait lui aussi «préférée la piste des aides spécifiques d'Elio Di Rupo.» (L'Echo, 23 avril). La différence entre le PS (ici rejoint par le PRL) et le CVP ? Savoir à quelle fraction du patronat on donnera le plus de cadeaux.



Rafle de la gendarmerie (novembre 93) afin de fichier et photographier arbitrairement des jeunes...

Dieter traqué par la gendarmerie

Condamné pour "rebellion", il va en appel

En 1994, j'ai encouru 3 mois avec sursis pour "rebellion". En réalité, j'étais victime d'une razzia de la gendarmerie. Je vais en appel le 8 mai. Flash-back...

Dieter Truyen

Mardi 9 novembre 93. La gendarmerie effectue une razzia à Schaerbeek. Des dizaines de jeunes d'origine immigrée sont rassemblés dans la rue Général Eenen. Je passe par hasard en voiture et je m'arrête pour regarder. A peine sorti de ma voiture, je suis contrôlé et mis parmi les jeunes contre le mur,

les mains sur le dos. La gendarmerie appelle chaque fois trois jeunes au milieu de la rue et les photographie. Stupéfait, je crie : "Vous n'avez pas le droit de nous photographier". Quelques gendarmes se ruent sur moi et me jettent dans un combi. Lors de leur razzia, les gendarmes n'avaient rien trouvé. Je refuse de me laisser photographier et suis le seul à être emmené au commissariat. J'ai été condamné sur base de l'article 66 paragraphe 4 du Code pénal : "incitation au crime". Un article du siècle passé, dirigé contre des grèves. Il offre en effet le prétexte pour arrêter et condamner des grévistes actifs. On l'a aussi ressorti récemment, à l'occasion de la révolte à Molenbeek, pour condamner des jeunes d'origine

immigrée. Et demain, on pourra l'utiliser contre des ouvriers, des enseignants ou étudiants en grève ou dans la rue. Venez protester contre la remise en usage de cet article. De cette manière, vous défendez le droit de grève et celui de manifester. Trois sous-officiers de gendarmerie m'ont accusé. Ils tentent de casser ma résistance envers la répression de la gendarmerie contre des jeunes et des immigrés. En janvier 94, ces mêmes sous-officiers m'ont arrêté pour "toxicomanie". Une fable. Ils m'ont alors arrêté 24 heures dans des conditions épouvantables.

Rendez-vous : 8 mai, escaliers du Palais de justice à 8h30, 13ème chambre correctionnelle de la Cour d'Appel, salle 0.23.

"Le public n'a pas le droit de tout savoir"

"Pas vu à la télé" démasque la complicité médias - politiciens

Michel Collon

Sur une plage de Normandie, en attendant une prise de vue télé, Etienne Mougeotte, big boss de TF1, et le ministre français Léotard conversent à tu et à toi. Croyant que personne ne les entend, Mougeotte demande au ministre de favoriser sa chaîne TV...

Pas de chance : la caméra tourne... Mais aucune télé ne montrera ces images révélatrices. Un reporter franc-tireur, Pierre Carle (qui avait déjà démasqué la supercherie de la fausse interview de Castro par

Poivre d'Arvor), va demander aux journalistes les réputés : «Pourquoi ne passez-vous pas ces images ? Les TV veulent-elles cacher leur familiarité complice avec les dirigeants politiques ?»

Les réponses sont éloquentes. Villeneuve (TF1) met fin brutalement à l'interview. Benjamin (Envoyé spécial, France 2) est désagréable : «Vous n'auriez pas dû me montrer ça». Chancel (FR 3) la joue paternaliste : «Vous verrez quand vous serez plus vieux...» Anne Sinclair (TF1) commet un lapsus révélateur : «C'est une

conversation publique, euh, je veux dire privée». Et de Virieu, animateur de l'Heure de Vérité (sic), lâche : «On ne peut ériger en principe qu'il y a un droit pour les gens de tout connaître». Télé-spectateurs, vous voilà prévenus !

Canal Plus, qui avait commandé cette émission, la censure : «Pas question qu'une dizaine de journalistes les plus réputés passent pour des imbéciles, des truqueurs, voire pire. Ça ne passera jamais.» Par contre, la RTBF la présentera, le 5 mai (L'Hebdo, vers 13 heures). Une

bonne occasion de réfléchir à la censure des médias capitalistes. Comme le dit Pierre Carle lui-même : «Cette familiarité entre grands journalistes et hommes politiques est en soi secondaire. Mais il est révélateur qu'ils tiennent à tout prix à cacher qu'ils appartiennent à la même classe sociale».

Il existe aussi une cassette de 50 minutes "Pas vu, pas pris". Idéale pour lancer un débat sur le système des médias. Renseignements : Association des Télé-spectateurs Actifs 02 / 582 14 49.

EN BREF

ALE : Agence Locale pour l'Emploi? Appareil Légal d'Exclusion !

Pour enjoliver les statistiques du chômage, le Contrat d'avenir veut favoriser les petits boulots des ALE. Philippe Paermentier, responsable national des TSE (Travailleurs Sans Emploi de la CSC), avait réfuté ce système : «En rendant les ALE obligatoires, le Gouvernement a créé un instrument de contrôle et d'exclusion, il a dynamité la notion d'emploi convenable et il a piraté des notions élémentaires du droit social. En introduisant la déductibilité fiscale pour les utilisateurs, le gouvernement (...) a instauré la servitude des exclus.» (Info CSC, 23.2)

De Croo offre un joli cadeau au SP et au PS à la veille du 1er Mai

Le président des libéraux flamands (VLD) veut arracher leur allocation à trois cent mille chômeurs cohabitants. Au besoin, ils doivent aller à l'assistance sociale. La mesure économiserait 25 milliards. «Je me base, explique-t-il, sur les données de l'Onem à propos des 120.000 chômeurs exclus par l'application de l'article 80 ces trois dernières années. Environ 10 % d'entre eux sont passés au CPAS, 50 % ont trouvé du travail et des 40 % restants on n'a plus jamais entendu parler. Pour eux, l'allocation de chômage était un petit extra.» (Het Laatste Nieuws, 24 avril).

Des parlementaires VLD ont qualifié cette proposition de De Croo de "stupidité" : «Avec un tel gaillard, on n'a plus besoin d'un Tobback pour ridiculiser définitivement le VLD» (De Morgen, 26 avril). En tout cas, à la veille du 1er Mai, De Croo a fait un beau cadeau au SP et au PS. Leurs discours pourront agiter à nouveau la menace libérale. Et faire oublier qu'entre temps, eux-mêmes ont exclu tous ces 120.000 chômeurs. Avec moins de "show" que De Croo, mais pas moins d'efficacité.

L'armée espionne les citoyens

Le Morgen a découvert que le service de renseignement et de sécurité de l'armée a construit sur tout le territoire un réseau d'indicateurs pour infiltrer la société civile sur une grande échelle. Cible privilégiée : «les militants actifs pour l'environnement, les militants pacifistes, les Basques et les Kurdes. En toute hâte, les diverses provinces ont édifié de nouvelles sections de renseignement ou les ont renforcées.

Le général Georis a exigé pour son service le droit d'écouter toutes les communications radio et téléphoniques. Entre temps, le gouvernement lui en a accordé l'autorisation» (De Morgen, 24 avril). Vous pensiez que nous vivions dans un pays libre ?

Perquisitions chez Picqué : Inusop bis ?

La BSR a fait des perquisitions chez M. Luc Demoulin, administrateur de société de publicité Strat & Com, et au cabinet du ministre-président bruxellois Charles Picqué (PS). Ce dernier a passé plusieurs commandes à Strat & Com. L'enquête recherche s'il n'y a pas eu, comme dans l'affaire Unisop, des financements occultes de partis ou de personnes. Strat & Com a organisé des campagnes électorales pour le PS et s'occupe aussi régulièrement des campagnes du PS à la veille du 1er Mai... (Le Soir, 25 avril)

Contrat d'avenir : la base rejette les plans PS-PSC

Panorama des positions d'instances syndicales

Après sept jours et une nuit de discussions, gouvernement, patrons et négociateurs syndicaux avaient conclu un projet de "Contrat d'avenir". Pour tous les commentateurs, l'affaire semblait entendue comme si consulter la base syndicale n'était qu'une formalité. Erreur !

Kris Hertogen

«Depuis que les syndicalistes ont commencé à lire le "Contrat d'avenir", il semble qu'un ouragan de protestations s'élève», nous écrit un délégué syndical. Cette révolte se répercute dans les structures. L'Interrégionale wallonne de la FGTB et la Centrale Nationale des Employés (CSC) ont donné le signal du départ. L'éditorialiste Dirk Achten du Standaard y voit une occasion de déclencher une hystérie nationale contre ces "Wallons réticents". Mais il va bien vite recevoir un boomerang.

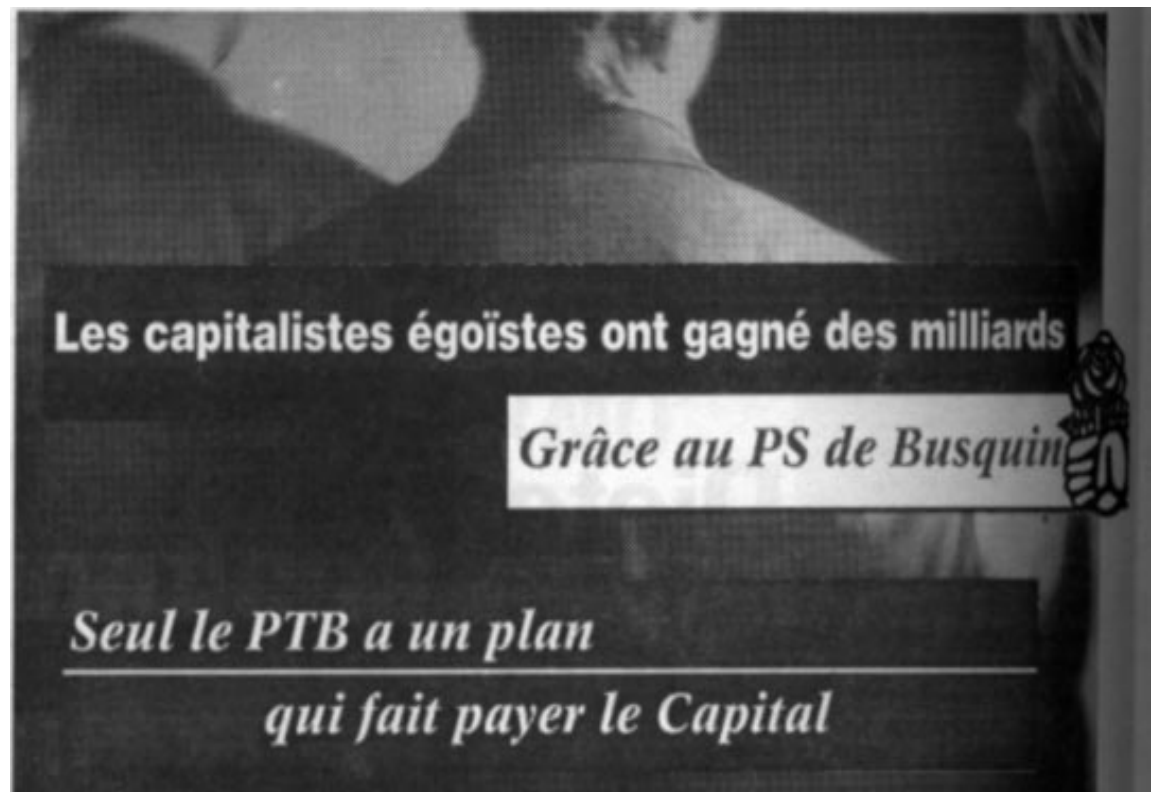
Il s'agit d'un choix de société

Car la révolte surgit de tous les coins du pays. Côté FGTB : interrégionale bruxelloise, centrale des employés Setca, Centrale Générale, métallus. Et côté CSC : la plupart des régionales wallonnes, Bruxelles, Anvers, Courtrai, les employés flamands (LBC), le métal et la chimie. Ce qui devait n'être qu'une formalité, tourne au fiasco pour les négociateurs natio-

naux et à la défaite cuisante pour les partis gouvernementaux. La base chrétienne ne veut pas d'un contrat qui «ne réduira pas le chômage et ne permettra pas non plus de stabiliser l'emploi au niveau intersectoriel, qui va appauvrir le monde du travail, précariser les conditions de travail et diminuer le financement de la Sécurité sociale» (CNE). Car il s'agit véritablement d'un choix de société : «Ce qui provoque la société duale, d'exclusion et de pauvreté ce n'est pas le niveau des salaires, ce n'est pas l'insuffisance de la formation, ce n'est pas l'insuffisance de la flexibilité, c'est la compétitivité sauvage... Il devient très urgent de développer un projet de société où la priorité est donnée à la personne humaine et non au marché et à la compétitivité», affirme la CNE.

Ne pas suivre les syndicats allemands

Le Setca aussi dénonce : «Si dans le projet de contrat d'avenir, la modération salariale, l'extension de la flexibilité et les aides aux entreprises sont des réalités, l'em-



ploi n'y est pas au rendez-vous». Quant à l'Interrégionale wallonne de la FGTB, elle n'admet pas que la réduction du temps de travail tombe sous la coupe de la norme salariale et pas les participations aux bénéfices. Elle craint que l'index et le pouvoir d'achat ne soient quand même attaqués. Son président, Urbain Destrée, se demande s'il y aura encore des réductions d'impôts pour les sociétés et dans ce cas qui fournira l'argent de remplacement pour la Sécurité sociale. Viendra-t-il à

nouveau du portefeuille des familles ?

Les représentantes de la Commission des femmes craignent une politique d'un revenu et demi par famille. La FGTB-Bruxelles veut que «la procédure de licenciement devienne plus difficile, afin de pouvoir lutter contre les délocalisations et d'obtenir davantage de réductions de la durée du travail». On se réfère aussi aux récentes évolutions en Allemagne : «Pourquoi signerions-nous un contrat, alors que les syndicats allemands

se sentent trahis ?» (voir p. 7)

Beaucoup de critiques à l'encontre des politiciens démocrates-chrétiens et socialistes. Anne-Marie Appelmans, présidente de la FGTB-Bruxelles, riposte au «lavage de cerveau» de Busquin : «On est confronté à des gens dont on se demande comment ils s'en sortent et il faut leur répondre : "Vous êtes des égoïstes, vous ne voulez pas partager"... Le PS ne veut pas entendre que pour nous, il faut agrandir l'enveloppe, c'est-à-dire aller chercher l'argent ailleurs.»

Avec les enseignants, contre le Capital !

Il faut engager la confrontation maintenant, les protestations verbales ne suffiront pas

Kris Hertogen

Très vraisemblablement, les instances nationales FGTB et CSC n'approuveront pas le Contrat d'avenir ce 29 avril. Quelle doit être la suite ? Renégocier comme le demandent certaines régionales et centrales ?

Les patrons et le gouvernement ont attiré les syndicats dans la concertation afin de leur faire endosser leur politique. Une nouvelle concertation ne changerait que des points et des virgules. Si même elle a lieu, car l'homme de la FEB, Tony Vandeputte, a déjà dit Non. Au sein du gouvernement, on songe à d'autres scénarios. Le Standaard du 26 avril indique que «le gouvernement peut toujours réaliser lui-même les accords, sans les partenaires sociaux. Une sorte de plan de crise bis... Si le syndicat s'en tient à une protestation verbale et ne passe pas immédiatement à l'action, cette tactique pourrait peut-être placer le PS dans une meilleure position de négociation».

Le même journal parle d'un

scénario d'urgence : le gouvernement demanderait les pouvoirs spéciaux. Busquin (PS) comme Tobback (SP) ont déjà dit que ce n'était pas nécessaire. Ils sont convaincus de pouvoir tenir en main leurs parlementaires et de pouvoir recourir à des lois-cadres tout aussi efficaces (voir p. 5).

Mais de nombreux signes indiquent que le gouvernement se prépare à une confrontation dure. Le mouvement syndical doit faire de même. Les conditions sont favorables car le gouvernement est embarrassé. Effrayé par les grèves françaises, le premier ministre a décidé en décembre 95 de s'attaquer aux travailleurs selon la tactique du saucissonnage. Tactique battue en brèche à présent par les professeurs francophones et par la résistance au Contrat d'avenir. Voilà qui oblige le gouvernement à quand même globaliser, contre son gré. On ne peut plus reporter le travail budgétaire. De cette globalisation, le mouvement syndical doit profiter pour passer à la contre-

offensive et mobiliser la masse des travailleurs dans les entreprises.

Engager la confrontation, mais mieux qu'en 1993

«Descendre dans la rue comme en 1993 ? Mais nous avons perdu cette fois-là !» On entend parfois cette réflexion. Pourquoi cette défaite ? Parce qu'après un 26 novembre fracassant, toutes les actions ont été arrêtées. Parce qu'on a abandonné le mouvement de peur de faire tomber le gouvernement. Pour cette raison, on a seulement proposé cinq amendements au lieu de rejeter tout le Plan global de 1993.

A présent, certains craignent que la réforme de la Sécurité sociale ne soit bien pire sans les socialistes qu'avec eux. N'est-il pas temps d'enterrer ces illusions ? Qui a mené la privatisation ? Qui propose un système salarial permettant de détruire le pouvoir d'achat ? Comment croire qu'il en sera autrement à propos de la

Sécurité sociale ?

Les dirigeants socialistes sont des ennemis du peuple, qui exercent leur influence sur les syndicats afin d'aider à réaliser tous ces méfaits contre les travailleurs. Regardez comment ils attaquent les profs et les jeunes. Mais le mouvement syndical ne peut plus se laisser attaquer. Beaucoup trop de choses sont en jeu. Définissons des revendications claires, et battons-nous jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

1. Pas de norme salariale. Liberté de se battre pour l'emploi, le salaire et les conditions de travail. La compétitivité mène à une spirale vers le bas, un démantèlement de tous nos acquis, des situations à la Thatcher. La compétitivité détruit l'emploi, elle est incompatible avec l'index et le pouvoir d'achat.

2. Pour des emplois effectifs : semaine de 32 heures sans perte de salaire et sans flexibilité, avec embauches compensatoires. Non à la solidarité dans la misère qui partage emplois et salaires. Pas question d'échanger la réduction

du temps de travail contre un abaissement des cotisations patronales. Les patrons sont responsables de la crise. Ils ont de l'argent : 877 milliards de bénéfices réalisés en 1995 !

3. Les riches doivent payer cinquante milliards par des mesures fiscales radicales. «L'Etat devient toujours plus pauvre, mais le pays toujours plus riche, cherchez l'argent là où il est», réclame un syndicaliste. Avec ces cinquante milliards, il faut refinancer la Sécurité sociale, l'enseignement et les services publics. Et retirer toutes les mesures de régression.

4. Bas les pattes de la Sécurité : médecine gratuite, une allocation de 60 % pour tous les chômeurs, quelle que soit la durée de leur chômage ou leur situation de famille. Maintien et amélioration du système des pensions.

5. Pour des contrats effectifs, suppression des contrats en sous-statuts. Un seul contrat-type à durée illimitée et respectant le minimum salarial. Rien que des embauches statutaires dans les services publics.

Travailleurs belges, faites attention !

La convention de la chimie allemande bientôt copiée ici ?

Le contrat d'avenir lie l'évolution du coût salarial belge à celui des trois pays voisins. Or, en Allemagne, on vient de signer une convention fort dangereuse. Y compris pour les travailleurs belges...

Kris Hertogen

Les défenseurs du Contrat d'avenir vantent la norme salariale en prétendant que la normemaximale d'une année s'élèvera à 3 %, dont 2 % pour l'index (maintien du pouvoir d'achat). Resterait 1 % d'augmentation salariale réelle. Ces 3 % vaudront-ils partout ? Une convention collective a été conclue pour les 605.000 travailleurs du secteur de la chimie en Allemagne, le 29 mars. Vu les bénéfiques records dans ce secteur, les syndicats revendiquaient 6 %. Finalement, la nouvelle convention, conclue pour 12 mois, n'accorde que 2 %. Elle englobe l'augmentation du salaire total, y compris l'adaptation des salaires à la hausse des prix. En cas d'inflation de 2 %, le pouvoir d'achat est dans le meilleur des cas sauvegardé, la croissance des revenus réels est bloquée pour un an. Les économistes allemands sont dès lors très favorables à cet accord, qu'ils considèrent comme un sommet. Dans d'autres secteurs on restera en-dessous de ce plafond. «Excellent pour les futures négociations salariales», déclarait Gehard Grebe de la Julius Baer Bank de Francfort (1). «Vu la situation saine dans le secteur de la chimie, les augmentations dans le secteur du bâtiment et dans le secteur public devraient être encore moins importantes», estime Peter Meister de la banque BHF, de Francfort (1). Et le chancelier Kohl a joint l'acte à la parole : la semaine passée, il a

décrété le blocage des salaires dans les services publics.

Partage de l'emploi et des salaires

Quelles promesses en matière d'emploi le syndicat allemand de la chimie a-t-il reçues en échange de ces lourdes concessions salariales ? Les heures supplémentaires ne seront plus payées avec supplément et devront être récupérées. «Excellente manière de créer des emplois sans augmenter de façon intolérable les frais des entreprises», estime Matthias Haffner, directeur Barclays (1). Au fond, les travailleurs paient eux-mêmes les engagements : ils abandonnent une partie de leur salaire et le patron reçoit en cadeau plus de flexibilité. Il y aura aussi plus de temps partiel, les patrons engageront plus de jeunes en apprentissage (bon marché) et des chômeurs de longue durée à 90-95 % du salaire minimum. On a promis aux temporaires un contrat fixe et une prépension à temps partiel est prévue.

Les syndicats prétendent que ces mesures créeront 25.000 emplois. «Irréaliste», estime l'organisation patronale BAVC. (2) Depuis 1991, 63.000 emplois ont disparu dans la chimie ouest-allemande (3) et 71.000 en ex-RDA de 1991 à 1993. (4) Dans la nouvelle convention, les patrons s'engagent à insérer une pause dans les licenciements. Mais seulement durant 8 mois (du 1er juillet 96 au 28 février 97) ! Avant et après



De nombreux travailleurs allemands perdront sur leurs salaires. Ne laissons pas Dehaene copier Kohl !

on peut licencier à volonté. Et les patrons ne s'en priveront pas. Comme à BASF. Depuis 1981, ce géant allemand de la chimie a supprimé 31.000 emplois dans tout le groupe. On ne s'arrêtera pas là, souligne le dirigeant Jürgen Strube: «C'est un malentendu de dire que nous prévoyons une possibilité de clôturer le processus de restructuration; il s'agit d'un processus ininterrompu.» Non que le groupe va mal. Les dernières années, le rendement du capital

investi s'élevait à 9 %. Mais pour les patrons, ce n'est jamais assez. Ce taux doit atteindre à tous prix les 10 % et «cela demandera encore de lourds sacrifices des travailleurs», reconnaît Strube. (5)

1. L'Echo 30 mars. 2. European Chemical News 8 avril, p.8. 3. European Chemical News 17 avril, p.16. 4. CEFIC, Facts and Figures. The European Chemical industry in a worldwide perspective, novembre 95. 5. ECN-BASF Supplément novembre 95, p.4.

Index contre temps de travail ?

Le contrat d'avenir permet de généraliser le modèle SNCB

Kris Hertogen

L'index sera-t-il maintenu ? Ou deviendra-t-il une partie intégrante des négociations ? Dans l'annexe 2 du Contrat d'avenir, on lit : «Dans la fourchette, avec comme minimum l'adaptation à l'indice et les augmentations barémiques et comme maximum la marge arrêtée dans l'Accord interprofessionnel (...) des conventions collectives de travail sont conclues au niveau sectoriel et/ou des entreprises. Ces CCT peuvent porter tant sur les conditions de rémunéra-

tion et de travail que sur l'évolution de l'emploi.»

L'index fait donc partie de la fourchette négociée dans les secteurs et les entreprises. Il peut être utilisé pour maintenir le pouvoir d'achat. Mais il peut également l'être pour l'emploi et la diminution du temps de travail. C'est ce qui a eu lieu à la SNCB : diminuer les salaires de 2 % en échange d'une réduction du temps de travail, lorsqu'une adaptation des salaires à l'index doit être accordée. Il y a quelques semaines, les

métallurgistes de Cockerill-Sambre à Charleroi ont refusé un tel troc. La presse bourgeoise les a traité d'«égoïstes». Ce reproche est étalé par le PS sur d'énormes affiches («Les égoïstes vont-ils gagner ?»). Ces attaques scandaleuses contre des travailleurs combattifs ont pour objectif de protéger les patrons. Ainsi, le groupe Cockerill-Sambre a clôturé l'année 1995 avec un bénéfice net consolidé de 3,2 milliards (plus 300 % par rapport à 1994). Mais ces messieurs se permettent de faire la leçon aux

ouvriers qui veulent défendre l'index, cet acquis de tous le mouvement ouvrier ! En 1995, les entreprises ont réalisé des bénéfices de 877 milliards en Belgique.

Mais certains qualifient le PTB d'irréaliste lorsqu'il défend la revendication de la semaine des 32 heures/semaine sans perte de salaire et sans flexibilité. Satisfaire cette revendication coûterait 250 milliards. Ce qui permettrait de procurer un emploi valable et à temps plein à 330.000 chômeurs.

EN BREF

Bourse satisfaite

Le journal boursier L'Echo a interrogé quelques spécialistes économiques au sujet du contrat d'avenir, le 20 avril. Geert Noels, économiste à la société de Bourse Petercam, parle de carnet de bonnes intentions et d'acquis importants concernant la modération salariale, mais l'objectif de réduction de moitié du nombre de chômeurs est contestable. Guy Verfaillie (G-Banque) : «Un pas dans la bonne direction... tout particulièrement les accords de principe conclus sur les chapitres de la modération salariale et de la flexibilité... mais peut-on sérieusement envisager une diminution du nombre de demandeurs d'emploi à l'horizon 2002 ?» Et Eddy Pletinck (économiste en chef du Crédit Communal) qualifie les passages de l'accord sur la diminution du chômage, de simple déclaration d'intentions, mais «salue néanmoins l'adoption d'une norme de modération salariale».

Syndicats trahis

Le plan pour l'emploi allemand, qui veut réduire de moitié le chômage dans les cinq ans à venir, est prêt à exploser. Dieter Schulte, président du syndicat allemand, se sent roulé. Il y a quelques mois, il a conclu une Alliance pour l'emploi avec les patrons et le chancelier Helmut Kohl. En échange de la promesse de réduire de moitié le chômage dans les cinq ans à venir, il avait accepté la modération salariale et la flexibilité. A présent, le gouvernement fédéral veut économiser mille milliards de francs, dont la moitié dans la Sécurité sociale. Les allocations-maladies, arrachées en 1956-1957 suite à de dures luttes, sont notamment dans la ligne de mire. Les patrons allemands veulent que le gouvernement persiste et ignore toute protestation syndicale. Pour montrer son désaccord, le syndicat s'est retiré des négociations avec les patrons et les employeurs la semaine passée. «A aucun moment, on n'a traité de la lutte contre le chômage.» déclarait Schulte en colère. (Het Volk, 25 avril 1996).

Les Belges aussi ?

Dehaene copie tout des Allemands. Lui aussi attend son Contrat d'avenir avant d'aborder ses travaux budgétaires. Le contrôle budgétaire 96 interviendra début mai et la confection du budget 1997 en juillet. Ensemble, cela représentera 110 milliards d'économies. Possible seulement dans la Sécurité sociale, écrit De Standaard (26 avril). Le premier ministre veut ainsi atteindre la norme des 3 % et ouvrir la porte à l'Union monétaire européenne. Le contrat d'avenir de Dehaene tente de paralyser d'avance toute contestation syndicale contre les nouvelles économies. Il considère en effet l'adhésion à l'UME comme «une contribution essentielle à un rétablissement durable des économies européenne». Cet objectif doit être réalisé en «respectant les conditions (ndlr des normes de Maastricht) en vue de cette adhésion».



EN BREF

L'école d'Onkelinx, c'est du fumier !

Les entrées de l'athénée Vauban, à Charleroi, sont bloquées par de grosses chaînes et des cadenas. Avant l'arrivée des élèves, jeudi 24 avril à 7h30, un tas de fumier empêche le passage et symbolise l'école qu'Onkelinx voudrait instaurer. Une lettre signée par la direction et un responsable de l'Association des parents rappelait les élèves à l'ordre. Certaines directions tentent le coup de force en impliquant des associations de parents, qui acceptent d'organiser des pyramides téléphoniques pour inciter les parents à envoyer leurs enfants chaque matin à l'école.

Pas de panique, les professeurs et des délégués du MESG (Mouvement étudiant du secondaire de Charleroi) mettent au point la riposte. Les méthodes dictatoriales d'Onkelinx, ils en ont assez.

Jeudi dernier, des profs de Vauban, du Collectif des enseignants de Charleroi et des syndicalistes s'entraident. Des jeunes du MESG, très actifs, et des jeunes délégués de l'école distribuent une réponse pertinente à la lettre de la direction. Des parents, à qui on n'a pas demandé leur avis, diffusent un message pour exprimer leur solidarité avec les profs. A 8h30, l'enthousiasme est à son comble : presque personne n'est entré ! Après cette action, les piquets vont bloquer une banque, histoire de montrer où se trouve l'argent pour refinancer l'école.

Le lendemain, rebelote devant l'école Saint-André où le même scénario, avec lettre de la direction et de l'association des parents, a fait venir les élèves. L'école sera aussi bloquée. Un directeur a tenté en vain d'organiser des troupes pour briser le piquet.

Encouragés par ces actions motivantes, une nouvelle semaine de lutte s'annonce à Charleroi. Forts ensemble nous ferons reculer Laurette. Il faut tenir ! (LL)

Enseignants CGSP du Centre : soutien aux travailleurs de Clabecq

«Le 21 mars, Froidmont, le nouvel homme fort de Clabecq, a annoncé la suppression de 550 emplois et de la moitié de la production. Il est clair que le but ultime est la fermeture de l'usine, mais pour éviter l'explosion sociale, il avance à petits pas. Collignon, comme Onkelinx, affirme qu'il n'a pas un franc pour maintenir l'emploi, alors que les cadeaux au patronat sont légion et que l'euphorie continue à la Bourse. Voilà qui montre le vrai visage des mandataires politiques : ils prétendent défendre l'emploi, mais ne font que le massacrer ; ils prétendent défendre les plus faibles, mais se rangent du côté des nantis. Le climat actuel dans le privé et dans l'enseignement, montre que l'année 1996 sera très chaude, et que les travailleurs tous secteurs confondus, ne pourront compter que sur leurs propres forces.

Notre délégation veut aujourd'hui faire la preuve qu'il existe chez nous une volonté de lutte commune et une grande solidarité. Notre combat s'inscrit dans un cadre interprofessionnel, car si nous revendiquons le refinancement de l'enseignement, il ne saurait être question qu'il se fasse au détriment des autres travailleurs, mais il doit par contre être couvert par un impôt sur les grosses fortunes et le grand capital, une taxation réelle des bénéfices des entreprises et la lutte contre la fraude et l'ingénierie fiscale.

Les enseignants de la CGSP du Centre, par leur présence aujourd'hui, tiennent aussi à remercier les camarades des Forges de la solidarité qu'ils ont exprimée lors de leurs différentes actions.» (Motion de solidarité, 22 avril)

«Attendent-ils un soulèvement social ?»

Profs, étudiants, parents et travailleurs manifestent ensemble

Le ton est donné à Charleroi, dimanche dernier. Sous un beau soleil printanier, des centaines de profs, d'étudiants, de parents et de travailleurs déambulent autour du jet d'eau de la place Charles II.

Lieve Lemmens

Couverts d'un sac-poubelle gris, arborant chacun un message de solidarité, ils forment une chaîne de solidarité autour de la place.

Les profs sont enthousiastes : c'est la première fois qu'autant de délégations d'usines sont présentes. D'abord une importante délégation en rouge des Forges de Clabecq. Des travailleurs de Cockerill-Sambre brandissent une pancarte «Contre la baisse des salaires. Pour le maintien de l'emploi.» Une délégation FGFB de Caterpillar diffuse une motion de solidarité avec les enseignants et les élèves en grève. «La délégation de la FGFB de Caterpillar Gosselies confirme sa solidarité avec le mouvement actuel dans l'enseignement pour l'emploi et pour le refinancement. Que le gouvernement veuille briser l'encadrement pédagogique de nos enfants montre à quel point il veut mettre une croix sur l'avenir. Sur le nôtre et sur celui de la génération future. Un refinancement est nécessaire et doit venir de la part de ceux



qui, ces dernières années, se sont appropriés honteusement les sacrifices de ceux qui travaillent. 2% du revenu représente un index. Les travailleurs en ont déjà sacrifié plus qu'assez. Un impôt de 2% sur les grosses fortunes rapporterait 100 milliards, tout de suite. La lutte pour l'emploi relève pour nous de la plus haute importance, dans l'enseignement, ainsi que dans tous les autres secteurs.

Ce sont les travailleurs qui créent les richesses et le progrès de la société, et on nous impose de plus en plus, par la force, un système où tout est subordonné au profit et aux privilèges d'une minorité très riche. Nous devons nous battre pour pouvoir vivre dans une société où les intérêts et la dignité de la classe ouvrière sont assurés.

Nous soutenons le combat militant de nos collègues dans l'enseignement et nous estimons que le moment est là pour unir tous les combats en cours.» «Pour une école indépendante de l'entreprise : refinancement», affiche le drapeau de la délégation d'Albemarle (Centre). Retrouvailles entre cheminots : «Nous devons faire plus d'efforts pour informer à la base sur l'enjeu de la lutte. Quand on explique bien, les gens sont solidaires avec les profs.» D'autres travailleurs portent des panneaux-sandwich signés ACEC, le FOREM, ONE, grands magasins et bien d'autres. Nombreux se rappellent qu'hier, en se battant, on a fait plier les adversaires. Le message que tous veulent faire passer est peint sur une banderole confectionnée avec

grand soin : «Utilisons la richesse pour la formation de nos enfants» ! Une action bien réussie du Collectif parents-enseignants !

«A quand une vraie démocratie ?»

Bien à propos, ce calicot-là ! Tout d'un coup dans ce paisible décor, deux BSR veulent arrêter quelques jeunes, qui auraient mis un peu de mousse dans le jet d'eau. Visiblement trop entourés de manifestants, les flics partent avec les cartes d'identité de trois jeunes. Huit combis arrivent tout de suite en renfort. La réaction décidée des manifestants est efficace. Après une discussion houleuse, les policiers sont obligés de rendre les cartes.

La CGSP-Parastataux avec les profs

La motion d'un travailleur de Flandre intégralement adoptée

Kris Hertogen

La CGSP-Parastataux a tenu son congrès jeudi dernier. Jan Vandeputte, congressiste de Dendermonde, a présenté une motion concernant la lutte dans l'enseignement francophone. «Cette lutte est d'autant plus importante que les enseignants et les élèves refusent d'accepter le choix devant lequel le Contrat d'avenir place toute la classe ouvrière : des sacrifices en échange d'emploi. Ce choix est faux...»

Richard De Winter, secrétaire général, a réagi : «Nous ne devons pas faire du résolutionnisme. Que vaut une déclaration de plus ou de moins ? Je propose de nous tenir à la formulation

générale des textes dans lesquels nous saluons tous les travailleurs en lutte». D'où cette peur de soutenir résolument les enseignants et les points forts de leur lutte ? Craint-on que le mouvement et les idées reçoivent de l'impact en Flandre aussi ? Durant la pause, les discussions furent intenses. Le président de l'Interrégionale wallonne a pris ensuite la parole. «Nous remercions Jan pour la motion qu'il a présentée ici en tant que flamand. Elle exprime parfaitement ce que nous ressentons et pensons. Nous demandons que la motion soit quand-même présentée au congrès.» Applaudissements sur tous les bancs. Le président de la section de Bruxelles rejoint

l'intervention : «Nous soutenons la motion entre autre parce qu'elle indique clairement que la lutte des enseignants est directement liée avec ce qu'on veut nous imposer par le Contrat d'avenir». Le président de l'Interrégionale flamande a exprimé son accord. Le texte a été intégralement adopté dans les résolutions finales. «Le congrès témoigne sa solidarité avec les camarades, enseignants et élèves, de Belgique francophone, qui sont dans la rue pour un enseignement de qualité et démocratique. Nous soutenons spécialement leur refus du chantage trompeur qui dit qu'il faut modérer les salaires pour sauver des emplois.

Nous les soutenons quand ils disent que les moyens financiers pour un enseignement de qualité sont à chercher auprès des possédants. Nous les soutenons quand ils disent qu'il s'agit d'un choix de société fondamental : une société où tout tourne autour du profit de quelques-uns, ou bien une société où le bien-être et les intérêts des travailleurs sont assurés. Nous souhaitons beaucoup de succès aux camarades dans leur lutte fantastique.» Un délégué de Charleroi a finalement présenté une pétition contre la répression brutale dont sont devenus victimes des enseignants et des élèves. Elle a été signée massivement.

Médecine pour le peuple

Supplément à Solidaire n° 19 du 1 mai 1996

Sauver la Sécurité sociale avec l'argent des riches

Frans Van Acoleyen

Depuis 25 ans, les médecins PTB soignent leurs patients au tarif remboursé par la mutuelle, sans demander le ticket modérateur. Un cadeau annuel de 15 millions aux travailleurs. Quel contraste avec les ministres "socialistes" ! En huit ans, ils ont ravagé les soins de santé. Pour une simple visite à domicile, le ticket modérateur est passé de 166 à 238 frs. Après 21h, les gens n'osent plus appeler un médecin pour leur enfant malade : cela leur coûterait 600 frs, plus les médicaments. "Nous avons contrôlé les dépenses et freiné la surconsommation due à la médecine payée à l'acte," bluffent ces excellences. Faux. La facture a simplement été transférée aux patients. Les malades paient 239 milliards par an. En moyenne, chaque famille belge paye 60.000 francs de sa poche pour les soins médicaux. Les médecins PTB travaillent au tarif remboursé. Parce que les travailleurs ont déjà payé leurs soins de santé, préalablement, en cotisant à la Sécurité sociale. Tous les travailleurs versent leur "deuxième salaire" sous forme de cotisations à la grande caisse de la Sécu. Ce salaire indirect est constitué, d'une part, par une cotisation du travailleur et, d'autre part, parce qu'on appelle à tort "cotisation patronale". Cette grande caisse protège le revenu des travailleurs contre l'insécurité capitaliste. La Sécu donne droit à la pension, à l'assurance maladie, au chômage lorsque nous ne sommes plus en mesure de travailler ou que le capitaliste nous jette à la rue. Et aussi aux allocations familiales et aux soins médicaux.

Ceux-ci sont aussi un droit de l'homme fondamental. C'est pourquoi l'Etat a été obligé de verser sa part dans la caisse de l'assurance maladie. La Sécu nous protège contre le système des USA : le médecin y ausculte d'abord le portefeuille du malade avant d'accepter de l'examiner. Les capitalistes veulent liquider notre système social. Et diminuer considérablement leurs cotisations, voire les supprimer. La soif de bénéfices des patrons et banquiers ne connaît pas de limites. Et les ministres obéissent. Sous prétexte de la moderniser, le gouvernement Dehaene-Di Rupo veut détruire la Sécu. "Nous défendons votre Sécurité sociale contre les attaques des libéraux", criaient Busquin (PS) et Tobback (SP), il y a un an. Aujourd'hui, ils veulent offrir un gigantesque cadeau aux patrons en diminuant la "cotisation patronale" à la Sécu. Mais diminuer les recettes de celle-ci, c'est rendre les soins de santé hors de prix, démanteler les pensions, diminuer les allocations familiales et exclure plus vite les chômeurs.

Médecine gratuite et Sécurité sociale sont indispensables aux travailleurs. Avec vous, les médecins PTB veulent sauver la Sécu avec l'argent des riches et des patrons.



**MEDECINE GRATUITE
POUR
LE PEUPLE**

**25
ANS**

**Grâce à vous
ça se fête**

1 JUIN '96 ANVERS KIELPARK

ST. BERNARDESESTEENWEG 132 HOBOKEN

14.30h.: débat syndical
20.30u.: talkshow

22u.: **Bal Populaire**
+ orchestre

PARC

BAPTEMES DE L'AIR
A GAGNER

ENTREE + TOMBOLA: 100Fr

12u.: portes ouvertes
13u.: foot
14u.: animation pour enfant
16u.: cortège et fanfare
19.30u.: **Montgolfière**

DEURNE: 03/322.30.27 HOBOKEN: 03/828.02.43 MECHELEN: 015/42.06.66 ZELZATE: 09/344.92.44 BRUSSEL: 02/245.98.50
GENK: 089/35.97.87 HERSTAL: 041/64.73.33 SERAING: 041/37.70.41 CHARLEROI: 071/32.45.65 LOMMEL: 011/54.10.75

Médecine gratuite : oui, car j'ai déjà payé d'avance

La cotisation sociale soins de santé s'élève à 7,35 pour cent du salaire brut. Sur un salaire brut de 60.000 francs par mois cela représente 4.200 francs. Soit 50.000 francs par an. Ainsi, un ménage à deux revenus touchant 80.000 francs nets par mois verse environ 100.000 francs par an.

Les médecins du PTB considèrent qu'au moment où vous vous présentez à la consultation, vous ne devez plus sortir votre portefeuille. Parce que vous avez déjà assez payé au préalable.

Sécurité sociale : un deuxième salaire !

Supposez que vous soyez ouvrier et que vous ayez deux enfants à charge. Vous touchez par exemple un salaire brut de 60.000 francs, soit 41.811 francs nets par mois.

Mais en réalité, vous avez encore un deuxième salaire. Celui-ci s'élève à 35.153 francs, constitué de 8.469 francs de cotisation retirée de votre salaire brut et de 26.684 francs de cotisation "patronale" en surplus de votre salaire brut. Le terme "cotisation patronale" est tout simplement un mensonge : ce n'est pas le patron mais vous-même qui avez travaillé pour cet argent. Pourquoi ne retrouvez-vous pas ces 26.684 francs sur votre fiche salariale ? Parce que ce qui n'est pas connu est plus facile à supprimer.

Ce deuxième salaire, c'est la Sécurité sociale. Il sert à payer la pension de vos parents, à payer votre soeur qui perd son emploi et se retrouve au chômage. Il est nécessaire pour assurer un revenu minimum aux handicapés et aux invalides qui ne sont plus capables de



Dans notre pays où les milliardaires reçoivent toujours plus de cadeaux, les simples gens sont obligés de descendre dans la rue pour protéger leur droit à la santé...

travailler. Mais ce deuxième salaire sert aussi à payer vos soins de santé lorsque vous tombez malade, ainsi que votre pécule de vacances. N'oubliez pas les chiffres

suivants :
• 50.000 francs est la somme que vous dépensez en moyenne par an, en tant qu'ouvrier ou employé, pour vos soins de santé sous

forme de cotisation à la Sécurité sociale. Vous avez donc droit à des soins médicaux de qualité au moment où vous tombez malade.

• 60.000 francs représente la moyenne annuelle que chaque famille paie de sa propre poche pour les soins de santé.
• 41.000 francs par mois

représente un salaire moyen d'un ouvrier.
• 35.000 francs par mois représente votre deuxième salaire (la cotisation à la Sécurité sociale).

Médecine gratuite : oui, de plus en plus de travailleurs en ont besoin

Madame Detilloux a 72 ans. Elle habite Herstal. Vivant dans une habitation sociale avec son fils, elle touche une pension de 31.000 F par mois et bénéficie des tarifs préférentiels VIPO.

En raison de ses problèmes de santé, elle a dû payer de sa poche (sommes non remboursées) en 1995 :

- Médicaments : 17.600 F
- Lunettes : 22.000 F (dont 15.000 pour les verres)
- Nettoyage : 28.800 F
- Elle fait appel à l'ALE (Agence locale pour l'emploi) et paie 600 F pour trois heures par semaine, soit 2.400 F par mois.

Total : 70 000 F de dépenses supplémentaires.

Madame Detilloux est révoltée : «Si je veux donner un petit quelque chose à mes petits enfants, je mets des pièces de 50 F de côté, parfois une, parfois trois par semaine. Aller chez la coiffeuse est impossible.»

En Belgique, les dépenses que les gens assument de leur poche pour les soins de santé s'élèvent déjà à 239 milliards par an. Dont 66 milliards pour la partie non remboursée des médicaments, pour le ticket modé-

rateur payé au médecin et les frais d'hospitalisation. Beaucoup d'autres dépenses importantes ne tombent pas sous le système de l'assurance maladie : lunettes, lentilles, pampers en cas d'incontinence, séjour en maison de repos et de soins, coût d'un(e) assistant(e) pour personnes âgées... Et n'oublions pas les suppléments à payer aux spécialistes fortunés qui n'hésitent pas à demander trois fois les honoraires normaux.

En outre, la moyenne des dépenses que les gens paient de leur poche, c'est une image tronquée de la réalité.

Parce que 80 % de ces frais sont supportés par 20 % de la population, c'est-à-dire les malades. Les familles qui déboursent jusqu'à 200.000 francs par an ne sont pas une exception.



Madame Detilloux

Médecine gratuite : ça marche

Il y a quelques mois, des docteurs de Médecins Sans Frontières se sont rendus en visite de travail à Cuba. Leur témoignage est paru dans une célèbre revue médicale : «Les résultats du système de santé cubain sont impressionnants. La situation sanitaire est comparable ou meilleure que dans beaucoup de pays occidentaux. C'est remarquable, car le revenu national brut à Cuba est vingt fois inférieur. L'espérance de vie moyenne est de 77 ans. La mortalité est à peine de neuf pour mille. Les maladies associées à la misère sont combattues de manière effi-

cace. La malaria est éradiquée. La meilleure des choses qui existe à Cuba est l'absence de division entre pauvres et riches, comme je l'ai vue dans d'autres pays d'Amérique latine. Il est en effet impossible de devenir riche à Cuba, mais la misère noire y est inexistante. Chacun a gratuitement accès à l'enseignement et aux soins de santé.» (*) Cuba est un pays pauvre du tiers monde, étranglé depuis trente ans par un embargo. Mais... il est socialiste.

(*) British Medical Journal 3/11/95.



Par contre, à Cuba, pays pauvre du tiers monde, mais vraiment socialiste, les enfants sont mieux soignés que dans beaucoup de pays occidentaux, selon les experts.

“Médecine gratuite” ? Mais que dites-vous des profiteurs ?

«Les patients profitent trop, ils vont trop vite chez le médecin, ils ruinent les soins de santé. La médecine devient impossible à payer.» Voilà ce qu'on essaye de nous faire croire en parlant de surconsommation médicale. En réalité, le nombre des consultations et visites à domicile n'a presque pas augmenté depuis vingt ans. Au contraire, depuis la scandaleuse hausse du ticket modérateur du 1er janvier 1994, les gens se rendent beaucoup moins chez le médecin ou le dentiste. Beaucoup attendent trop longtemps. A Charleroi, un chômeur isolé sur dix avec enfant à charge ne consulte pas le médecin, même si c'est absolument nécessaire. Les familles en situation financière précaire économisent d'abord sur les soins

médicaux. Ce n'est pas un hasard si dans les couches les plus pauvres de la population, l'espérance de vie est de 4,5 années inférieure à la moyenne.

Les Wallons sont-ils vraiment des profiteurs ? Les immigrés ? Les réfugiés ?

Colette Moulaert, pédiatre PTB à Charleroi, nous dit : «Myriam amène son bébé de dix mois à la consultation pour nourrissons. Il est malade depuis trois jours. «Docteur, peux-tu soigner Kevin ? Je n'ai plus que 100 F pour des médicaments.» Myriam n'a pu appeler le médecin de garde. Combien aurait-il demandé ? Elle n'aurait pu payer la

pharmacie de garde. Elle n'a eu d'autre possibilité que d'attendre la consultation gratuite des nourrissons. Constat révoltant.»

En Wallonie, les cas de maladie professionnelle sont plus nombreux, le taux de chômage est plus élevé et la population est en moyenne plus pauvre. A Charleroi par exemple, la mortalité est supérieure de presque 20 % à la moyenne belge. Le chômage atteint 30 % dans la région et 10 % de la population vit sous le seuil absolu de pauvreté. Des spécialistes ont calculé que par rapport aux besoins, les Wallons ne consomment pas plus de soins médicaux que les Flamands.

Le manque de soins médicaux est encore plus dramatique parmi les immigrés et les réfugiés. Nombreuses sont les femmes réfugiées

qui accouchent à l'hôpital Saint-Pierre sans avoir vu un médecin pendant leur grossesse.

Médecine pour le Peuple s'oppose à toute communautarisation et défend une médecine gratuite pour Wallons, Flamands, Bruxellois, immigrés et réfugiés, dans le cadre d'une Sécurité sociale nationale solide.

Voici qui sont les véritables profiteurs !

Les fabricants de pilules. Ils sont les champions des bénéfiques nets. Au moment de son apparition sur le marché, le Valium (de la firme Roche) était vendu à vingt fois son prix de production. Il coûtait 25 fois plus que de l'or. Le pharmabusiness affirme que les

médicaments coûtent cher à cause de la recherche scientifique. C'est un gros mensonge. Les entreprises pharmaceutiques ne dépensent que 7,5 pour cent de leur chiffre d'affaires à la recherche et au développement et consacrent le double à la promotion et la publicité. Selon Test-Achat, ce dernier coût représente 240.000 francs par médecin et par an. Le but est d'opérer un lavage de cerveau chez le médecin et de lui tenir la plume au moment de la prescription.

Les médecins riches. Le revenu d'un radiologue en 1992 s'élevait à 15 millions, sans compter les tickets modérateurs et les suppléments demandés «en dessous de la table». C'est le résultat de la médecine de prestation. Un superchampion dans ce

domaine : l'ophtalmologue J. Van de Velde. En 1991, lui et son épouse Hilda ont acheté la maison «Mont Thabor» à la Grand-Place de Bruxelles. C'était la sixième maison acquise par ce couple sur la Grand-Place. Pour mettre fin à ce profitariat, Médecine pour le Peuple défend dans son programme :

1° Transformation des soins de santé en un service public. Création d'un Service national de la santé, soumis à un contrôle démocratique.

2° Suppression de la médecine de prestation. Instauration d'un statut salarial du personnel médical, y compris les médecins, les pharmaciens et les dentistes.

3. Nationalisation sans indemnisation de l'industrie pharmaceutique et médico-technique.

PS : un sauveteur ? Non, un fossoyeur de la Sécu !

Fin 1991, Philippe Busquin, maintenant président du Parti Socialiste, affirmait que la médecine gratuite est «immorale». Il laissait ainsi présager la liquidation du système des soins de santé. Voici un aperçu du palmarès des trois ministres de la Santé successifs :

• 1991, Philippe Moureaux (Parti Socialiste) : 4,5 milliards de francs d'économie dans les homes pour vieillards et les établissements de soin et de repos. Conséquence : le prix d'un

séjour a augmenté en moyenne de 5.000 francs par mois, pour se situer entre 40 et 50.000 francs. Il faut savoir que la pension moyenne est de 30.000 francs et que, pour les ouvriers, elle n'est que de 24.000 francs. Nonante pour cent des personnes âgées ne peuvent plus se payer un séjour en établissement de soins et de repos.

• 1992, Moureaux (Parti Socialiste) : augmentation de 10 % du prix des médicaments à charge du

patient.

• 1993, Bernard Anselme (Parti Socialiste) :

- prix d'entrée de 1.000 francs pour chaque hospitalisation, sauf pour les enfants, veuves, invalides, pensionnés et orphelins (VIPO) lorsque leur revenu annuel est inférieur à 483.000 francs;

- supplément de 450 francs imposé au patient pour toute analyse de labo (150 francs pour les VIPO);

- supplément de 300 francs pour les examens techni-

ques comme les endoscopies;

- supplément de 300 francs pour radiographie (150 francs pour les VIPO).

• 1994, Anselme (Parti Socialiste) :

- augmentation de 50 % du ticket modérateur pour les consultations chez le médecin et les visites à domicile. La Belgique devient ainsi le pays le plus cher d'Europe sur ce plan.

Les gens ayant un faible revenu se voient rembourser intégralement leurs frais

médicaux à partir du moment où ils ont déjà payé 15.000 francs de leur propre poche pendant l'année en cours. Toutefois, les médicaments (souvent le poste le plus cher) et les suppléments demandés par les spécialistes en plus des honoraires normaux ne comptent pas. Ce système s'appelle la franchise sociale (!).

- norme de dépense pour l'assurance-maladie imposée par le Plan global. Les coûts peuvent augmenter

annuellement de 1,5 % maximum au dessus de l'inflation. C'est à peine suffisant pour couvrir les augmentations de salaire du personnel des hôpitaux. Le reste de l'augmentation des coûts est à charge des patients.

• 1996, De Galan (Parti Socialiste) :

- projet de faire passer la franchise sociale à 30.000 francs;

- projet de supprimer 5.000 lits d'hôpitaux et 7.000 emplois dans les soins.

«Les médecins du PTB offrent 15 millions par an aux patients»

Interview de Kris Merckx, fondateur de Médecine pour le Peuple

Il y a 25 ans, Kris Merckx a créé la première maison médicale du PTB dans la commune industrielle de Hoboken dans la région anversoise. Un regard en arrière.

Carl Cauwenberghs

Pourquoi as-tu lancé Médecine pour le Peuple en 1971 ?

Kris Merckx. Pendant la révolte des étudiants de mai 1968, j'ai adhéré à un groupe d'étudiants communistes. En 1970, nous avons créé "Tout le Pouvoir aux Ouvriers" (TPO), prédécesseur de l'actuel PTB. Avec un autre jeune médecin, je voulais appliquer de manière conséquente le principe de Mao Zedong "Servir le peuple de tout son coeur". Nous nous fondions sur deux idées essentielles : "le capitalisme rend les gens malades" et "la médecine est malade du capitalisme" (soif d'argent des firmes pharmaceutiques et des médecins riches).

C'est pourquoi, dès le début, nous avons travaillé gratuitement, au tarif remboursé par la mutuelle, et nous vivions nous-mêmes d'un modeste salaire ouvrier. Nous soutenions la lutte contre les conditions de

travail malsaines et pour un meilleur salaire. Dans les années 70, nous avons mené avec succès une grande campagne contre l'intoxication au plomb provoquée par l'entreprise Métallurgie Hoboken et qui frappait particulièrement les ouvriers de l'usine et les enfants du quartier environnant. Nous n'avons jamais caché que nous refusons une société dominée par les bénéficiaires d'une poignée de riches profiteurs, les capitalistes. Nous luttons pour une autre société, le socialisme, où la santé des gens prime. Notre maison médicale a toujours été au service de la construction du PTB. Un tel parti communiste est nécessaire si l'on veut renverser le capitalisme.

Le départ a-t-il été facile ?

Kris Merckx. Après un an, nous avons déjà été poursuivis par l'Ordre des Médecins, dont les médecins du fric de la fraction Wynen tiraient toutes les ficelles. Ils nous accusaient de "concurrence



Kris Merckx : «Nous luttons pour une société où la santé des gens prime...»

déloyale" (à cause des tarifs réduits que nous pratiquons), "attitude non collégiale" (nos critiques contre le médecin du travail de Métallurgie) et de la diffusion de tracts "indignes" aux usines et aux écoles. Des suspensions et une longue série de procès s'en sont suivis. J'ai été en prison pendant douze jours et en 1975 on a même essayé de me déclarer fou. Mais, dès le début, nous avons bénéficié d'un énorme soutien des simples gens, de militants de la FGTB, de la CSC, etc. Finalement, l'Ordre des Médecins a dû battre retraite. Grâce à cette lutte, et toutes les autres qui ont suivi, trente-sept médecins du PTB travaillent à présent dans nos maisons médicales selon nos principes de 1971.

Comment vois-tu l'avenir de Médecine pour le Peuple ?

Kris Merckx. Plus que

jamais, une médecine pour le peuple est nécessaire. Le choix politique est clair. Ou bien nous suivons avec les "socialistes" et sur les traces de Maastricht le chemin d'une médecine coûteuse et de l'américanisation. Ou bien nous luttons avec les maisons médicales du PTB pour une médecine gratuite et une Sécurité sociale solide. C'est un choix très tangible pour les travailleurs. Les ministres socialistes sont parmi les plus décidés dans la politique de démantèlement des soins de santé. Les médecins du PTB offrent chaque année quinze millions à la classe ouvrière en ne demandant pas le ticket modérateur. Une raison de fierté.

Je remercie nos milliers de patients et de sympathisants dans l'ensemble du pays. J'espère vous rencontrer tous à notre grande fête du 1er juin !

Où nous trouver ?

10 fois médecine gratuite
10 fois engagement social

- chaussée de Haecht 276, 1030 Schaerbeek (La Clé)
Tél. 02/245.98.50
- Av. Ferrer 26, 4040 Herstal
Tél. 041/64.73.33
- Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing
Tél. 041/37.70.41
- Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (La Braise)
Tél. 071/47.64.96
- Groenplein 19, 9060 Zelzate
Tél. 09/344.92.44
- St. Rochusstraat 59, 2100 Deurne (De Bres)
Tél. 03/322.30.27
- Oudestraat 34, 2660 Hoboken
Tél. 03/828.02.43
- Hanswijkstraat 64, 2800 Mechelen
Tél. 015/42.06.66
- Keinkesstraat 3A, 3600 Genk
Tél. 089/35.97.87
- Lepelstraat 77, 3920 Lommel
Tél. 011/54.10.75

Votre soutien financier est bienvenu pour Médecine pour le Peuple (national), Groenplein 19, 9060 Zelzate.

Versez au compte. 001-2455676-03.

Oui, je participe

Nom et prénom :

Adresse :

Entreprise ou école :

Téléphone :

Fax :

Je veux faire de la publicité pour notre fête de 25 ans de médecine gratuite

- vendre des cartes d'entrée (avec tombola gratuite)
- apposer une affiche à ma fenêtre
- distribuer des affiches aux magasins
- contacter la radio locale pour la promotion de la fête
- payer une annonce dans le journal

Je suis prêt(e) à retrousser les manches pendant la fête :

- travailler à un stand de restauration
- préparer les plats servir les clients
- préparer des gâteaux
- assurer le débit de boissons de h à h
- préparer la salle de 9 à 12h
- aider aux travaux de décoration
- débayer la salle de 1 à 2h
- collaborer à l'organisation de la tombola
- tenir le stand des ballons
- jouer dans la fanfare (minimum deux répétitions)
- travailler à l'éclairage
- travailler à la sonorisation
- être animateur/animatrice des enfants
- travaux de secrétariat (dactylographie, fax)
- traduire
 - français-néerlandais néerlandais-français

Renvoyer à Médecine pour le Peuple, 26 av. Ferrer, 4040 Herstal, tél 041 / 64. 73. 33.

Les dossiers d'Études Marxistes

• Dans le n° 27 de décembre 1995, Études Marxistes a publié un Dossier Sécurité sociale.
- La Sécurité sociale n'est pas une conquête de la social-démocratie (Carl Cauwenbergh)
- Sauver la Sécu avec l'argent des riches (Frans Van

Acoleyen)

• Dans le n° 29, Études Marxistes consacre un dossier au POB (Parti Ouvrier Belge)
- Les leçons de la Commune de Paris (Frans De Maegd)
- Le parti socialiste est réformiste depuis sa forma-

tion (Serge Deruette)

- État et révolution, revu et corrigé par Emile Vandervelde (Serge Deruette)
En outre, ce numéro traite de l'unité du mouvement communiste international (article de Ludo Martens) et de Louis Paul Boon, du réalisme socialiste et des

artistes ouvriers.

Prix 200 francs.

Commandes : versez la somme nécessaire au compte 001-2433846-96, INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Mentionnez le numéro que vous désirez recevoir. (Tél.: 02/513 66 26)

Arafat trahit toute résistance contre Israël

La lutte armée gommée de la Charte palestinienne

«Avec la fin de la guerre et de la violence, les articles de notre Charte contraires au processus de paix doivent être annulés. Je vous appelle à modifier tous les articles qui s'opposent à la "paix des braves".» (1) Arafat a ainsi invité les délégués du Conseil national palestinien à Gaza à éliminer les articles de la Charte palestinienne qui prônent la lutte armée contre Israël.

Hilde Meesters

Cette modification signifie l'arrêt, par l'OLP, de la lutte armée contre l'occupation israélienne de territoires palestiniens, libanais et syriens et donc l'acceptation tacite de ces occupations. La résistance populaire légitime contre Israël sera dorénavant opprimée non seulement par Israël mais aussi par l'Autorité palestinienne.

Parler maintenant de paix : le comble du cynisme

Les deux dernières semaines, Israël a tiré lors de 600 raids aériens, 23.500 obus sur des villages et villes libanais et des camps de réfugiés palestiniens. 164 Libanais ont été tués. La trêve entamée le 27 avril n'a pas mis fin à l'occupation du Sud-Liban et garde la porte grande ouverte à de nouvelles provocations israéliennes, prétendument en riposte à des actes de la résistance libanaise. Mais entre-temps, tout le Sud-Liban est dévasté : routes, ponts, agriculture (plus de 9 milliards de dégâts). Cette guerre a fait des centaines de milliers de réfugiés. Au Conseil palestinien, 54 membres ont voté contre la décision (contre 504 pour). Une centaine de délégués du Front populaire

(FPLP) et du Front démocratique (FDLP) ont boycotté le Conseil, de même que les représentants des réfugiés palestiniens, tout à fait oubliés par les accords d'Oslo. Nasser Izzat, membre du FPLP, participera au débat du 1er Mai du PTB consacré à la résistance anti-impérialiste au Moyen-Orient. A une collaboratrice de Solidaire à Gaza, il déclare : «Après trois ans, on voit que ce qu'on appelle l' "Autonomie palestinienne" n'est autre qu'une réorganisation de l'occupation israélienne. Les Palestiniens n'ont reçu que 30 % des territoires occupés en 1967 (ils n'ont une "autonomie" complète que sur 3 %, ndlr). Les autorités israéliennes ont divisées le territoire palestinien "autonome" en morceaux isolés, séparés les uns des autres. Il n'existe aucune garantie de création d'un Etat palestinien indépendant.» Abu-Nidal (FPLP) ajoute : «Nous avons l'autonomie pour un petit morceau de terre, tandis que l'occupation israélienne continue. Les Israéliens ferment à volonté les frontières, coupent les régions autonomes de l'extérieur, isolent la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem, interdisent aux Palestiniens de se déplacer, entravent le trafic des marchandises entre ces régions et empêchent les Palestiniens de rentrer chez eux. Ils poursuivent leur politique de colonisation



La trahison d'Arafat ne fera qu'attiser la haine fortement ancrée du peuple palestinien contre la terreur d'Etat israélienne. L'avenir, c'est une nouvelle Intifada...

même dans les régions sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Les Israéliens ont toujours le contrôle total de l'eau, de la terre et de ses produits. A Gaza, nous avons toujours besoin d'une autorisation des Israéliens pour creuser un puits. 4.600 Palestiniens sont toujours en prison.»

L'avenir : une nouvelle Intifada

L'Etat d'Israël existe grâce au soutien financier, politique et militaire des Etats-Unis. Chaque année, Israël reçoit 3 milliards de dollars, dont 1,8 milliard de soutien militaire. (2) Israël existe grâce à la terreur contre les peuples arabes, l'occupation et les "zones de sécurité".

L'Intifada a mobilisé des dizaines de milliers de Palestiniens contre l'occupation. Cette résistance est-elle définitivement muselée ? Nasser Izzat : «Malgré les événements actuels, nous ne pourrions jamais oublier les paroles du dirigeant palestinien Ghassan Kannafani : "Notre optimisme est stratégique, et même dans les moments les plus noirs, nous apercevons la lumière au bout du tunnel." Cet optimisme doit nous donner de l'espoir. Tant qu'il n'y a pas de justice, tant que perdure l'occupation, la lutte palestinienne continuera. Nous devons partir d'une analyse claire du travail des organisations de gauche ces dernières années.»

Aller en Palestine ? Du 5 au 26 juillet, un groupe de jeunes se rendra à Gaza, en Cisjordanie, à

Jérusalem, au Golan. 39.000 F, tout compris. Infos : stand de la LAI au 1er Mai.

1. Le Soir, 25 avril 1996. 2. Le Monde, 16 mars 1996.

1 mai avec le PTB

Débat : Perspectives pour la lutte anti-impérialiste au Moyen Orient.

Hilde Meesters, section internationale du PTB

s'entretiendra avec **Ammar Bagdash**, Parti communiste syrien, **Nasser Ali**, militant contre les accords de paix, Gaza, **Suha Qatamesh**, organisation des détenus palestiniens Ad-dameer. De 11 à 13 h

Qui viole l'accord d'armistice en Corée ?

La Corée du Nord réclame un véritable accord de paix

Catherine Dijon

Les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes accusent la République Populaire Démocratique (RPD) de Corée d'avoir violé l'accord d'armistice, conclu en 1953, au terme de la guerre de Corée. Ils contestent la présence de soldats nord-coréens en armes dans la ligne de démarcation qui sépare le nord et le sud de la Corée. Le Comité Central du Parti du Travail de Corée nous a adressé un message le 12 avril, dont voici des extraits.

«Le numéro un sud-coréen a récemment prétendu que "seule la force militaire peut résoudre le problème Nord-Sud de la Corée". Cette prétention grossière coïncide avec les exercices militaires sur

toute l'étendue de la Corée du Sud, terre, mer et espace aérien compris. Début avril, de nombreuses forces terrestres, navales et aériennes de Corée du Sud ont participé aux exercices "Hoguk 96", conjointement avec l'armée américaine, qui a engagé quelque 1000 avions, y compris les chasseurs bombardiers de dernier cri. L'envergure et la densité de ces manoeuvres de guerre ont augmenté de 1,3 par rapport à l'année dernière et de 1,5 comparé aux autres années. Notre force armée a lancé, à plusieurs reprises, des avertissements : elle serait obligée de prendre des contre-mesures légitimes si les Etats-Unis et la Corée du Sud continuent à exacerber la situation dans la péninsule coréenne.

Malgré nos avertissements réitérés, les autorités sud-coréennes, sous les auspices des Etats-Unis, continuent à violer les règles de l'accord d'armistice. Ils introduisent massivement des armes lourdes (tanks, canons...) et automatiques (mitrailleuses...) et des effectifs militaires de plus de 1000 hommes dans la zone démilitarisée et ont même édifié un ouvrage militaire à 100 mètres seulement de la ligne de démarcation. De la sorte, le côté sud de la zone démilitarisée est transformé en zone militarisée, prête à l'assaut contre le Nord.

La représentation de l'Armée Populaire de Corée à Panmunjom (seul point de contact entre le Nord et le Sud, sur la ligne de démarcation, ndlr) a dès lors

annoncé, le 4 avril, des mesures légitimes d'autodéfense. Elle cessera d'observer les règles imposées par l'accord d'armistice pour la circulation et l'entretien de la zone démilitarisée.

Les autorités sud-coréennes et les forces conservatrices et belliqueuses des Etats-Unis prétendent que nous avons violé l'accord d'armistice.

La responsabilité de cette violation incombe aux Etats-Unis. Depuis près d'un demi-siècle, les deux tiers des points de l'accord ont été bafoués par les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes. L'Accord est ainsi devenu lettre morte et n'apporte plus aucune contribution à l'assurance de la paix dans la péninsule coréenne.

Pour résoudre les dangers imprévi-

sibles qui menacent la péninsule coréenne, il faut rapidement instaurer un nouveau système d'assurance de paix en remplacement de l'actuel système d'armistice dépassé. Si les Etats-Unis ont vraiment l'intention de prévenir une nouvelle guerre et d'assurer la paix dans la péninsule coréenne, ils doivent traiter ce problème et agir avec discernement.

Il est ridicule de voir les autorités sud-coréennes soumettre cette question au Conseil de sécurité des Nations Unies par des accusations sans fondement contre nous. L'ONU doit, au contraire, prendre conscience que son nom et son drapeau ont été utilisés dans la violation de l'accord d'armistice par les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes.»

EN BREF

Brésil

VW possède un terrain comme la Belgique

Au Brésil, les multinationales ne créent pas de "miracle économique", comme on l'affirme parfois, mais engendrent misère et exploitation, bas salaires et grande flexibilité. Elles sont aussi de grands propriétaires fonciers. Elles possèdent au total 36 millions d'hectares, souvent inutilisés. Volkswagen, par exemple, est propriétaire d'une parcelle... aussi grande que la Belgique. La moitié des 376 millions d'hectares de terres agricoles appartient à 49.000 propriétaires. Les 20 les plus puissants possèdent 20 millions d'hectares, autant que les 3,3 millions de petits paysans. Près de 5 millions de familles paysannes sont sans terre. La réforme agraire promise n'a rien donné. Le président Cardoso mène une politique néolibérale qui stimule la grande propriété et accentue la misère urbaine et rurale. A cause de l'ouverture du marché brésilien aux produits agricoles étrangers, un demi-million de petits paysans ont fait faillite depuis 1990. (Le Soir, 20.4.96)

L'armée assassine des paysans sans terre

Dans le nord du Brésil, les grands propriétaires fonciers et les multinationales contrôlent toutes les terres fertiles. Les organisations paysannes brésiliennes luttent pour la terre et l'expropriation des grandes propriétés foncières en friches. Elles organisent partout des occupations collectives de terres et se heurtent à la police, à l'armée et aux milices privées des grands propriétaires. Ainsi, le 17 avril, 1.500 paysans sans terre ont occupé un carrefour de la ville d'Eldorado de Carajás. Ils exigeaient des autorités locales un terrain en friche, à quelques kilomètres de là. 250 soldats de la police militaire sont intervenus et ont assassiné 23 paysans. Certains ont été complètement déchiquetés par les tirs d'armes automatiques. 41 autres ont été grièvement blessés.

Les paysans radicaliseront encore leur lutte contre la grande propriété foncière car ils sont de plus en plus convaincus qu'une réforme agraire est impossible dans le système capitaliste actuel où la grande propriété foncière constitue un des piliers du pouvoir d'Etat. (Fax du syndicat des ouvriers et paysans, Belém)

Russie

Communistes et nitroglycérine

Gennadi Ziouganov, dirigeant du PC de la Fédération de Russie, est la cible d'une campagne haineuse anticommuniste des médias russes, en prévision des élections présidentielles de juin. Après qu'il ait annoncé la liste des "candidats à son gouvernement", l'hebdomadaire Moscovski Novosti a déclaré qu'elle incite les citoyens russes «à boire à l'avance de la nitroglycérine». Ziouganov propose Victor Anpilov, autre communiste russe, comme directeur de la radio et la télévision d'Etat. Si celui-ci était confirmé à ce poste, écrit le journaliste Victor Schenderovitch, «mes yeux ne pourraient même plus supporter de regarder la télévision». (Moscovski Novosti, 14.4.96)

Les nouveaux riches russes prennent des mesures préventives, au cas où les résultats des élections du 17 mai tourneraient mal pour eux: «10 millions de dollars en provenance de Russie arrivent chaque jour dans les banques suisses. Nos gens ouvrent des dépôts à court terme... jusqu'au 17 juin», écrit le journal Ogonjok (n° 14, avril 96).



Van Steenvoort, président du plus important mouvement tiersmondiste flamand, a sévèrement critiqué Vande Lanotte et son badge "étoile jaune" pour réfugiés (voir aussi p. 19).

Afrique victime

La politique de Moreels critiquée

Température africaine à Louvain, ce 20 avril. Vingt-cinq mille personnes assistaient à "Carrément pour l'Afrique". Pour arriver aux stands, il fallait franchir un "centre de transit". Paul Van Steenvoort, président du NCOS (équivalent flamand du CNCND) a prononcé un discours remarqué...

Hilde Meesters

Le secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, Moreels, avait prononcé quelques paroles vagues à la séance d'ouverture: aide au développement et commerce doivent être mieux liés (au profit de qui?), les Africains doivent avoir la chance et la responsabilité de construire leur propre société (avec les multinationales et la charge de la dette?)... Au meeting final, Paul Van Steenvoort a répliqué: «Les tables richement remplies du Nord ont tout à voir avec les

assiettes vides du Sud. Les conséquences du passé colonial et la politique de nos gouvernements et entreprises mettent trop souvent des bâtons dans les roues. L'Afrique ne reçoit tout simplement aucun espace pour se développer». Il a plaidé pour des "objectifs sociaux au sein des programmes structurels d'adaptation". Ceux qu'impose le FMI (Fonds Monétaire International)? Naïf, à tout le moins. La dictature du FMI doit être éliminée, tout simplement. Van Steenvoort juge «impossible de créer une île de richesse dans une mer de misère. Tôt ou

tard, le boomerang de la pauvreté mondiale reviendra sur notre tête et on nous présentera l'addition. Nous refusons une société qui fabrique un million de chômeurs en Belgique» Nous sommes convaincus qu'un développement ne sera possible que si l'économie est replacée au service des gens et non du profit».

Van Steenvoort a conclu en exigeant de Moreels un engagement clair de consacrer enfin 0,7 % du budget à la coopération au développement et en critiquant sévèrement la politique anti-réfugiés: «Peut-être Vande Lanotte pourra-t-il construire un grand mur autour de la Belgique. Mais le problème des réfugiés est un problème Nord-Sud. Ces gens fuient l'insécurité politique, l'arriération économique et sociale et l'injustice profonde. Et à cela, l'Occident n'échappera pas.»

Salaires plus bas à Londres qu'à Taiwan

Des enfants de dix ans travaillent dans des ateliers clandestins

A Londres, les salaires sont si bas que certains propriétaires d'ateliers textiles d'Extrême Orient et du tiers monde déménagent en Grande Bretagne. Elles disent qu'elles y font plus de bénéfice qu'à Taiwan, Hong Kong ou Bangladesh. Un industriel de Taiwan: «Nous voulons garder notre masse salariale au niveau le plus bas, maintenant que nous avons accès au marché européen. La qualité du travail n'est pas très élevée à Taiwan.»

Un porte-parole de Low Pay Unit (association des bas salaires) déclare que les salaires à Londres ne font que baisser: «Nous pouvons les comparer à ceux du tiers monde. Mais là, on ne trouve pas beaucoup d'ouvriers spécialisés, ici oui.» Une grande partie de ce travail à très bas prix est effectué dans des ateliers clandestins, où des enfants travaillent dans des locaux violant toutes les règles de sécurité. Des enfants de dix ans à peine y travaillent parfois

pour moins d'une livre (50 FB), moins qu'en Corée du Sud ou à Taiwan. Il y aurait au moins 200 petites fabriques illégales, rien que dans l'est londonien. 200 hommes et femmes, des immigrés turcs surtout, y fabriquent des vêtements de luxe, entassés devant des tables branlantes, dans des locaux aux fenêtres occultées par des volets métalliques. Des fils électriques non protégés pendent devant les machines à coudre. La presse à vapeur rend l'atmosphère lour-

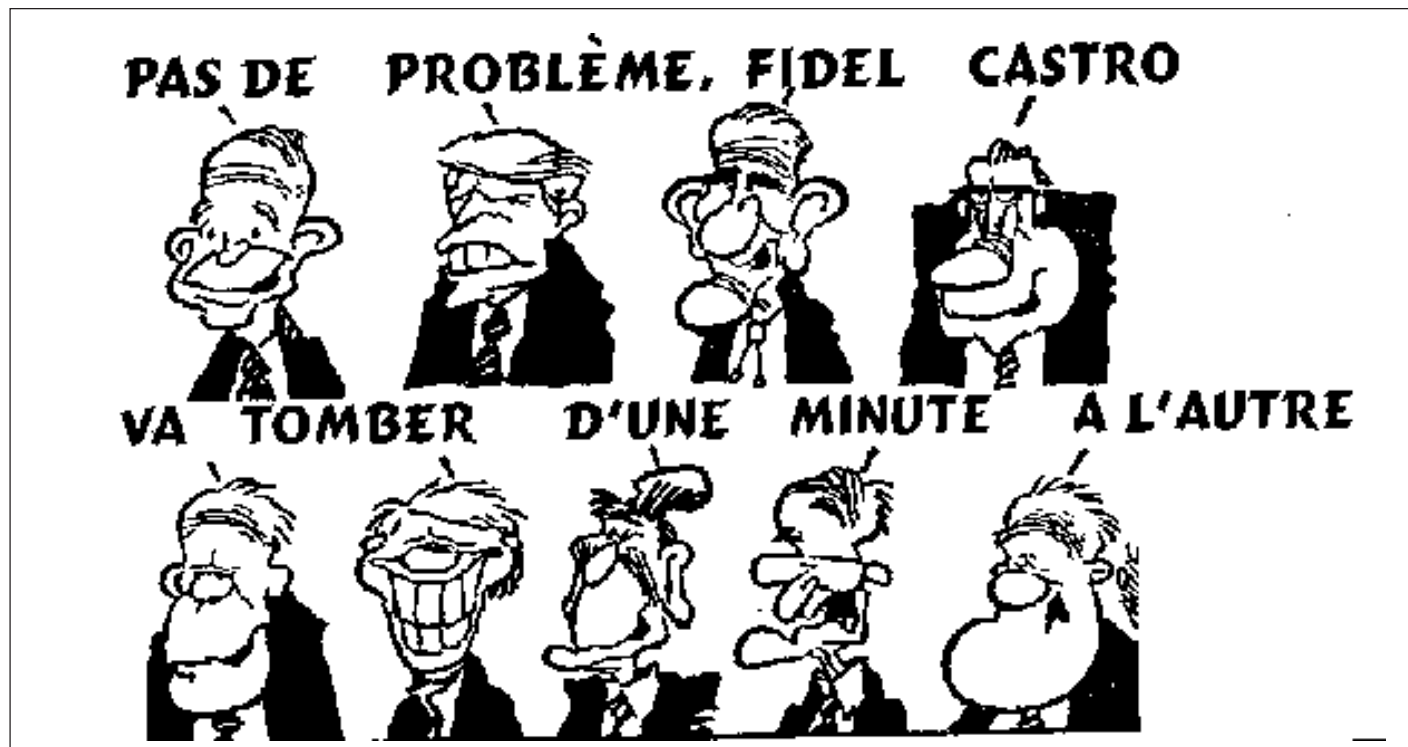
Expulsions : voyageurs contre flics

La nouvelle loi en matière d'asile de Vande Lanotte renforcera la répression et les déportations de réfugiés. En France, des passagers d'Air France sont spontanément venus à l'aide d'un réfugié et ont empêché les flics de le rapatrier! «Des passagers avaient pris à partie deux policiers de la Dicilec (police de l'air) qui escortaient un Congolais de 32 ans, expulsé de France. Ils exigeaient notamment que ses menottes lui soient retirées. Le commandant de bord a effectué une escale forcée à Marseille, et les deux policiers, l'expulsé ainsi qu'un couple zairois, une Congolaise et son mari français, ont été débarqués.» Le lendemain, l'expulsé, Félicien Tati, a été condamné à trois mois de prison ferme. Les autres passagers risquent d'être poursuivis pour rébellion, outrage et entrave à l'exécution d'une décision de justice! (Ouest-France, 13-14 avril 1996)

La Belgique exporte des jeunes chômeurs !

Après ses excédents de lait et de viande, la Belgique va maintenant déverser ses jeunes chômeurs sur le marché africain. En concertation avec le secrétaire d'Etat à la Coopération au développement Moreels, Miet Smet, ministre du chômage, estime que les jeunes chômeurs doivent pouvoir travailler quatre à douze mois dans le tiers monde, avec maintien de leur allocation d'attente et une allocation mensuelle de 4.000 francs. Les ONG assureraient leur encadrement et leur formation sur place. Critiques justifiées des ONG. «Nos partenaires dans le tiers monde n'attendent pas ces jeunes chômeurs inexpérimentés de Belgique», déclare Dirk Vanderoos, de Coprogram. (Het Volk, 21 avril 1996) Très juste. Les ONG ne servent pas à résoudre les problèmes du gouvernement.

de et humide. Les deux seules toilettes sont sales et à peine éclairées. Les ouvriers y travaillent cinq jours par semaine, de 8h30 à 19h30, pour 7.500 francs par semaine, en fonction du nombre de pièces achevées. «Ici, nous sommes exploités au maximum, déclare un ingénieur turc, ouvrier dans un de ces ateliers. Nous recevons 110 francs pour une veste vendue à 4.000 francs dans les magasins.» (The New Worker, 19 janvier 1996)



Tous les présidents qui ont défilé à la Maison Blanche ont tenté de faire tomber, en vain, Fidel Castro : Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan, Bush et Clinton.

«Les USA veulent nous affamer»

Le PC cubain entend «préservé la pureté révolutionnaire»

Par leur blocus criminel, les Etats-Unis veulent asphyxier l'économie de Cuba. En même temps, ils lancent la subversion intérieure, pour déstabiliser le pays. Alors que la loi anticubaine Helms-Burton a été votée par le Congrès américain, le Parti communiste cubain lance une campagne idéologique parmi le peuple. Voici des extraits du rapport du Bureau Politique.

Pour Cuba, cette loi Helms-Burton est un plan d'action détaillé pour essayer de soumettre criminellement notre peuple par la faim et les maladies. Elle entend confondre et désarmer les éléments considérés comme les plus vulnérables de la population, et veut créer un climat propice à une action militaire «humanitaire». Tandis que nous renforçons tous les jours notre préparation dans le cadre de la conception de la Guerre de tout le peuple, nous sommes également dans l'obligation d'examiner le travail idéologique qu'il convient à notre parti de déployer en cette époque de période spéciale.

Cinq longues années de pénuries

Les pénuries d'aliments, les coupures de courant, les problèmes de transport, l'absence quasi-totale de distribution de vêtements et de chaussures, le manque de produits essentiels comme le savon, les difficultés matérielles dans les services d'éducation et de santé... tout cela a représenté pour notre peuple cinq années difficiles et marquées par une chute violente du niveau de vie. Grâce à

l'action de l'Etat socialiste, pas une école, pas un hôpital, pas un jardin d'enfants, pas une maison de retraite n'ont été fermés et nous avons maintenu les taux de santé et d'éducation qui forcent l'admiration du monde. A ces difficultés matérielles se sont ajoutés le désenchantement et la confusion d'ordre politique entraînés par la disparition du socialisme en Europe de l'Est. Il est vital que nous analysions jusqu'à quel point notre population, dans ses différentes classes, couches et âges, comprend notre politique, et ce que nous devons faire au plan idéologique.

La stratégie anticubaine

Le Couloir numéro 1 de la stratégie anticubaine des Etats-Unis est le blocus, qui cherche à nous asphyxier économiquement. Le Couloir numéro 2 est la subversion interne, qui vise à un travail d'usure à l'intérieur du pays. Ces deux couloirs sont complémentaires. Les tentatives pour semer la confusion, la méfiance, la discorde et la division au sein du peuple cubain afin d'instaurer le mé-

contentement et de provoquer des troubles susceptibles de servir de prétexte pour lancer des actions militaires, s'intensifieront.

Servir, par-dessus tout, les intérêts de notre peuple

Nous exposerons la situation dans les Centres d'études rattachés au Comité Central du Parti. Sans que nous ayons réagi à temps, en franchissant un pas aujourd'hui et un autre demain, dans une sorte de mélange d'ingénuité, de pédanterie et d'abandon des principes de classe, tentés par les voyages et la publication d'articles et de livres au goût de ceux qui pouvaient les financer, certains camarades sont tombés dans la toile d'araignée ourdie par des cubanologues étrangers, au service des Etats-Unis. C'est ce qui s'est passé au Centre d'études sur l'Amérique. Après l'expérience amère du Centre d'études sur l'Amérique, il s'impose d'examiner le travail du Centre d'études sur l'Europe et de tous les autres. Le Parti doit procéder à une analyse profonde de ce qui a été approuvé à ce sujet et il nous faut définir une politique unique, conséquente et sans faiblesse, qui permette d'agir dans le contexte international actuel. Avec qui devons-nous examiner ces problèmes ? Avec tout le monde, et partout. Non seulement avec ceux qui, la carte du Parti en poche, professent depuis longtemps une idéologie qui n'est pas la nôtre, et contre lesquels il faut agir en conséquence, mais aussi

avec ceux qui dans ces Centres d'études adoptent une attitude passive, complaisante ou irresponsable face aux actions qui détournent ces institutions des objectifs en fonction desquels l'Etat révolutionnaire les a créées. Au sein de ces institutions, et dans toute la sphère académique, les militants du Parti et des organisations de jeunesse doivent procéder d'urgence à une analyse pour déterminer le rôle qu'ils ont joué face aux courants négatifs qui ont prévalu pendant longtemps, parfois occultes, derrière un langage apparemment libre-penseur.

Le Parti ne reste pas les bras croisés

Nous devons tous travailler pour préserver le rôle dirigeant du Parti au milieu des changements et des problèmes anciens et nouveaux auxquels nous devons faire face. Le parti ne reste pas les bras croisés. Il prend et continuera à prendre toutes les mesures nécessaires face aux situations et aux défis présents et futurs sur tous les fronts et en particulier dans le domaine idéologique. Nous avons et nous aurons le socialisme. Cela nous oblige à combattre pour nos objectifs socialistes, et à nous donner un principe cardinal lorsqu'il nous faut employer des thèses dictées par la réalité : préserver la pureté révolutionnaire.

1. Granma International, 10/04/1996, pages 4-8. Le rapport complet (français ou espagnol) est disponible auprès de la Ligue Anti-impérialiste. Tél. : 02/513.53.86.

AGENDA

Bruxelles

Vendredi 3 mai, 19 h

"Les privatisations en Grande-Bretagne : pauvreté et misère". Conférence-débat avec Ann Rogers et Andy Brooks, syndicalistes britanniques. "La Galeria", 1er étage, rue Van Helmont 47, 1000 Bruxelles (près de la Place Rouppe). Org. : INEM. Info : 02/513.77.60.

Samedi 11 mai, à partir de 14 h

Fête "Made in dignity", Journée européenne des Magasins du Monde. 14 h : débats, animations, expositions et spectacles. 18 h : musique du monde : Porto de Minas, Baruti Trio, Positive Black Soul et Salif Keita. Cinquantenaire, Musée Royal d'Art et d'Histoire, Bruxelles. Org. : Magasins du Monde-Oxfam.

Charleroi

Judi 23 mai, 19 h 30

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie". Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Maison de la Laïcité, Rue de France 31, Charleroi. Org. : INEM. Renseignements : 071/30 37 81.

Liège

Vendredi 17 mai, 19 h 30

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie" Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Ecoute Voir, Place E. Dupont, Liège. Org. : INEM. Renseignements : 041/43 97 00.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

3 mai, à 20h.

La Chine succombe-t-elle au chant de sirène capitaliste?
Par Baudouin DECKERS.
Cette conférence est annulée.

4 mai, à 18 h. En français. Entrée libre.

Apéritif poétique
Micheline DEBAILLEUL, Nicole DUFFY & Michel CLIQUET.
Musique: MICHEL CLIQUET (cithare).

4 mai, à 20 h. En français. 90 F.

Rwanda, deux ans plus tard.
Causes et motifs
du génocide au Rwanda
Tito RUTAREMARA,
membre du Comité exécutif du FPR
et du Parlement rwandais.

7 mai, à 20 h. En anglais & français. 90 F.

La faillite du modèle
social-démocrate suédois
Teddy John FRANK,
marxiste-léniniste suédois, analyse la
social-démocratie dans son pays.
Cette conférence est annulée.

8 mai, à 20 h. En anglais & français. 90 F.

Entretien avec des
communistes
népalais et indiens

10 mai, à 18 h. En français. 90 F

Zaïre: les élections de 1997,
entre une nouvelle ère et
une descente aux enfers
Florent Joseph GABATI.

11 mai, à 18 h. Entrée libre

Apéritif poétique
Hommage à
Federico García Lorca
Préparé par Joaquín SILVA.
Musique: Christine TRIBOLET (guitare).

Les Verts, si rouges que cela ?

Une critique du programme d'Ecolo et de Petrella

Le discours d'Ecolo sur le refus d'une société dirigée uniquement par le profit reçoit beaucoup d'écho parmi les profs et les étudiants en lutte depuis dix semaines. Sur ce point, les Verts rejoignent l'économiste Riccardo Petrella, fort influent dans les milieux progressistes. Pourtant, ni Ecolo, ni Petrella ne constitue une réelle alternative à la crise du système capitaliste.

Pierre Isarra

le problème le plus important de notre société, selon Petrella : tout est sacrifié au nom de «l'évangile de la compétitivité» : «Si tout le monde menace de succomber à l'inégalité, aux conflits et à la pollution de l'environnement, c'est parce que nous attendons le salut de la concurrence poussée à l'extrême.» (1). Voilà qui sonne radical ! Les Verts en disent autant à propos de l'école : «Nous refusons le schéma actuel qui limite l'école dans un rôle de transmission et de reproduction orientée vers le seul profit, délaissant les questions éthiques et la recherche d'un autre mode de développement.» Mais en dénonçant le "tout pour le profit", ni Petrella, ni Ecolo ne songent à remettre en cause le système même. «Nous sommes pour une société avec un marché, déclare Liesenborghs, ancien sénateur Ecolo. Nous prenons acte que le marché existe. C'est une dimension aujourd'hui incontournable de notre société. Mais nous pensons qu'il est possible d'introduire des mécanismes régulateurs, des garde-fous, d'éviter les dérives.(...) Nous voulons sortir des schémas classiques, des modèles tout faits qui ont prouvé leur échec, le socialisme ou le capitalisme classique.»

Pourtant, la compétitivité est une loi fondamentale du capitalisme. Le but d'un patron n'est pas de satisfaire les besoins de la population, mais de gagner à tout prix des parts de marché. S'il ne le fait pas, ses concurrents en profiteront pour l'éliminer. Aucun mécanisme de régularisation n'empêchera cette lutte à mort. Les traités commerciaux passés entre pays ne font qu'entériner des rapports de force qui seront remis en cause dès qu'il sera ainsi possible de faire plus de bénéfices. La concurrence à outrance n'est pas une question d'idéologie. Il s'agit d'une conséquence inévitable du fait que les moyens de production sont détenus par quelques capitalistes. Dans une économie planifiée et collectivisée, la concurrence n'a pas lieu d'être. La production est alors complètement déterminée



Ecolo dit vouloir dépasser les "schémas classiques" du socialisme. Pourtant, l'exploitation des ouvriers est une conséquence inévitable du système capitaliste.

par les demandes de la population.

Une alternative capitaliste au capitalisme

Les Verts ne remettent pas en cause le capitalisme parce qu'ils refusent le fait que les intérêts des capitalistes sont inconciliables avec ceux des travailleurs. Pour eux, la lutte des classes, ce "schéma classique", doit être dépassé. Pourtant tous les jours, les jeunes et les travailleurs peuvent voir que pendant que les banques et les grandes entreprises accumulent les bénéfices, l'enseignement est démantelé, le chômage augmente, la misère s'installe.

Petrella, en niant la lutte des classes, sème les illusions les plus folles. Il veut convaincre les "élites éclairées" qu'il faut abandonner l'idéologie de la compétitivité, dans l'intérêt de l'humanité et qu'il faut la remplacer par la collaboration. Ainsi, il faut que les travailleurs aillent trouver Albert Frère pour le prier d'arrêter de gagner 15 millions par jour ! Il ne faut surtout pas faire grève mais dialoguer. Croire qu'Albert Frère peut partager les intérêts de ses ouvriers relève de l'utopie. Autant demander à un vautour d'arrêter de manger de la viande !

Les relations entre individus dans une société dépendent des modes de production. Au Moyen-Age, les seigneurs possédaient les terres et forçaient les serfs à les cultiver. Aujourd'hui, seule une minorité de nantis possède les usines et les matières premières. La grande majorité de la population n'a d'autre choix que de travailler aux conditions des patrons. Les bénéfices ne viennent pas des actionnaires

d'une entreprise mais du vol d'une partie du travail des ouvriers. Et un capitaliste fera tout pour exploiter le plus possible ses ouvriers. Le bien-être de ces derniers ne le préoccupera que dans la mesure où cela nuit à la productivité.

Le PTB, l'alternative anticapitaliste

Tout le discours anti-productiviste d'Ecolo et de Petrella cache l'exploitation des ouvriers par les patrons et détourne les gens de la lutte radicale contre le système en les faisant croire que la soif de profit n'est qu'une question de bonne volonté. Mais les profs et les étudiants peuvent témoigner que dans la démocratie capitaliste, ce

n'est que par des actions radicales que l'on se fait entendre.

Ecolo et Petrella ne peuvent pas représenter une alternative sérieuse aux misères engendrées par le système capitaliste car ils en ignorent les fondements même. Mais les Verts ne sont pas au dessus des classes comme ils le voudraient. Ainsi, à l'heure où un nombre croissant de travailleurs perdent leurs illusions sur le capitalisme, Ecolo parle de recréer un «lien social, ciment de la société» et de lutter contre les excès du système. C'est rendre un grand service à la bourgeoisie, puisque jamais n'est dénoncée la propriété privée des moyens de production, la base matérielle de sa domination.

Le capitalisme n'a rien à offrir aux jeunes et aux travailleurs si ce n'est

la misère et la guerre. Il ne s'agit pas de le réformer mais bien de le renverser. L'histoire a déjà montré des centaines de fois que le réformisme à la Petrella n'a jamais rien donné aux travailleurs. Seuls les mouvements révolutionnaires dirigés par un parti communiste ont permis aux masses de se libérer. Alors qu'en Belgique, les étudiants se font tabasser et arrêter pour avoir défendu un enseignement démocratique, à Cuba ou en Corée socialiste, cet enseignement est une réalité. Le discours d'Ecolo semble parfois très à gauche, mais le PTB est le seul parti qui défende de manière conséquente les intérêts des jeunes et des travailleurs.

1. Toutes les citations de Petrella sont reprises de la brochure du PTB "Petrella engendrera-t-il un renouveau syndical".

Petrella : un renouveau ?

Petrella est professeur à l'Université Catholique de Louvain. Depuis 1978, il est directeur du FAST, programme de recherche de la Commission européenne. En 1991, il lance le Club de Lisbonne, un groupe de 18 académiciens occidentaux. Un Belge y siège : le professeur Philippe de Woot (UCL), gourou du management et dépanneur de multinationale en difficulté.

Petrella n'a rien de révolutionnaire : il veut convaincre les élites éclairées d'abandonner l'"évangile de la compétitivité" et construire un Etat mondial. Le G7 regroupant les grandes



puissance est considéré comme un embryon d'un gouvernement mondial qui régulerait le marché.

Le nouvel ordre mondial de Clinton avec un peu de social ! La brochure "Petrella engendrera un renouveau syndical ?" expose et critique les principales lignes de pensée de Petrella. Un outil indispensable pour mieux comprendre aussi le programme d'Ecolo.

Prix: 50 FB, 20 pages. Disponible à la Librairie Internationale, 171 Bd Lemonnier, 1000 Bxuxelles.

Possibilité de commander par poste : envoyer 86 FB en timbres avec mention "Brochure sur Petrella" à l'adresse ci-dessus.

La gendarmerie traîne des élèves en justice

Christophe, du Comité de la Trémie : «Venez soutenir Jamal, le 6 mai !»

Jamal, 19 ans, sera jugé le 6 mai à Liège. Pour "brutalités" contre des gendarmes à la manif liégeoise des étudiants et profs, le 28 mars. Le comité de la Trémie défend les jeunes victimes de répression policière. Nous avons rencontré un de ses animateurs, Christophe...

Stef Vanthuynne

De quoi Jamal est-il inculpé ?

Christophe. Jamal étudie à l'Athénée de Ganshoren et actif dans l'AGEB, le comité des élèves de Bruxelles. Durant la manifestation du 28 mars à Liège, il a participé au service d'ordre. Il est inculpé d'avoir «frappé, attaqué ou résisté avec violence ou menaces envers des agents de la force publique». Il est également accusé de port «d'arme» — une pierre ! — et d'avoir lancé des pierres à travers les vitres «d'un immeuble sis à Liège, place Sainte-Véronique» — le secrétariat du PS ! L'étude du dossier montre que ces accusations sont fabriquées de toutes pièces. Il contient deux déclarations de gendarmes du peloton spécial d'observation et d'arrestation (POSA), complètement identiques, déclarant que Jamal a



Jamal est accusé de violence envers des gendarmes lors de la manifestation des étudiants et enseignants le 28 mars à Liège. On voit ici clairement d'où venait la violence, lorsque la manifestation a été réprimée par les gendarmes, près du siège du PS.

frappé leurs collègues. Mais ils ne peuvent identifier ces derniers, bien qu'ils déclarent avoir observé Jamal depuis le début de la manifestation. Les gendarmes du POSA suivent des jeunes activistes dans le but de les inculper. Ils ont fait arrêter Jamal une heure après les incidents au PS, alors qu'il voulait prendre le train. Au commissariat, les mêmes POSA ont exigé un interrogatoire de Jamal. Ils voulaient à tout prix lui faire dire qu'il était un casseur. Les deux POSA déclarent que les

jeunes qui se sont "rebellés" ont quitté la manifestation pour jeter des oeufs et des pierres contre le bâtiment du PS. Or, toute la manifestation était en révolte - et à juste titre - devant ce bâtiment. J. Van Oirbeck (syndicat chrétien CCPET) avait dit immédiatement après la manif : «Je ne suis pas favorable à la violence, mais la violence des décisions prises par les ministres de la Communauté à l'égard des jeunes et des enseignants peut bien justifier quelques incidents pas bien méchants qui

viennent de se dérouler.»

Pourquoi comparait-il si vite ?

Christophe. Le gouvernement a préparé ces procédures rapides d'exception soi-disant pour combattre le "hooliganisme". La justice les utilise contre des manifestants luttant pour leurs droits. Cela rend particulièrement difficile le travail des avocats. Ils n'ont guère le temps de consulter les dossiers de leurs clients.

Outre Jamal, Germain et Ward doivent comparaître les 13 et 20

mai. Les avocats demanderont le report du procès de Jamal et que les trois soient jugés ensemble. Ils ont manifesté ensemble, ils doivent être défendus ensemble !

Manifestons donc lundi à Liège, au Palais de Justice, place St-Lambert, contre ces poursuites et ces procédures rapides. Exigeons l'arrêt immédiat des poursuites et l'acquittement des jeunes.

AGEB, MESC et DIES, comités des élèves de Bruxelles, Charleroi et Liège, en réunion commune, ont décidé de manifester et mobiliser pour les procès des 6, 13 et 20 mai.

16 à 17h30

Les jeunes : cibles de la police et de la gendarmerie

Kim Saadeldin, mort à Mol, Daniel Gioni, abat-

tu à Charleroi, la famille Soughir, terrorisée pendant des heures dans leur domicile à Schaerbeek. Par qui ? Par la police et la gendarmerie. Sebbe Vandeputte s'entretiendra avec **Nouredni Izasni** du "Comité contre la double peine" à Paris, **Said Sadgui** de "Gaora" à Lyon, **Said Bouamama**, auteur du livre "10 ans de marche des Beurs", **Germain**, étudiant ULB, **Marianne**, Rebelle, Liège, **Turan Cakir**, de Bruxelles, récemment tabassé par la police de Schaerbeek.

Des jeunes de tout le pays jouent Brecht

Première manifestation du Collectif Brecht : une rencontre d'ateliers samedi 11 mai

Françoise Thirionet

Le Collectif Brecht 96-98 a été mis sur pied en octobre 95 à l'initiative d'artistes amoureux de Brecht. Quarante ans après sa mort et malgré les attaques systématiques menées contre les artistes révolutionnaires, Bertolt Brecht est l'un des auteurs les plus joués. Il exerce une influence considérable sur le théâtre, la pensée et le métier de l'artiste. Le projet s'étale sur trois ans (de 1996 à 1998). Il vise à amener des artistes de toutes disciplines à travailler en commun sur l'oeuvre de Brecht, à la faire connaître aux jeunes en développant une collaboration entre artistes professionnels, amateurs et jeunes autour d'ateliers (théâtre, poésie, musique, chant, écriture, arts plastiques), et enfin à stimuler la création et la recherche artistique collective d'artistes autour de l'oeuvre de Brecht.

Ce 11 mai aura lieu la première manifestation publique du Collectif Brecht.



Une répétition de "Combien coûte le fer", de l'atelier TAPS de Namur.

Neuf ateliers, regroupant plus de 80 jeunes, présenteront leur travail sur et autour de Brecht (théâtre, danse, chant).

C'est une "vitrine" du projet Brecht pour stimuler enseignants, animateurs, artistes et jeunes à organiser des ateliers Brecht.

Voici les ateliers que vous pourrez voir le 11 mai : "Rebelle" de Charleroi (Grand peur et misère du IIIe Reich), l'Athénée Royal de Marchienne au Pont (Antigone), le Groupe d'Outremeuse Liège (La bonne âme du Se Tchouan), l'Ecole Kapellen d'Anvers (Les

sept péchés capitaux), la classe du Conservatoire de Gand (Elégies d'Hollywood), l'Atelier du Théâtre Croquemitaine de Tournai (Lux in Tenebris), l'Atelier TAPS de Namur (Combien coûte le fer), la classe du Conservatoire de Liège (L'exception et la règle), et la Maison Jacques Prévert Dieppe France (On n'a rien sans rien).

Cette rencontre se terminera par une soirée Cabaret Brecht avec Uta Wagner au chant et à l'accordéon.

Les thèmes traités dans ces ateliers sont aussi divers que passionnants : lien entre nazisme et grand capital, hypocrisie de la morale bourgeoise et religieuse, nationalisme, guerres justes et injustes, justice de classe, compétitivité comme rouage de l'exploitation, critique de l'humanisme, thème cher à Brecht (la bonté ne sert à rien pour changer le monde, il faut changer les rapports de production)... Vous pouvez imaginer ce que ces jeunes ont pu apprendre et aborder au cours de ces ateliers,

mais aussi quelle fierté ils ont de vous présenter le résultat de leur création. Le plaisir n'était pas absent, au contraire : créer des personnages, la musique du spectacle, les décors. Celui aussi d'être ensemble, en groupe pour réaliser quelque chose. Venez les applaudir et les encourager, découvrir les ressources inépuisables de l'oeuvre de Brecht, rencontrer le Collectif et pourquoi pas, mettre sur pied un atelier.

Le Collectif Brecht prépare un événement national pour fin novembre 96. Avec un concert de Gisela May, des débats, des prestations artistiques diverses et des expos. A ce moment, aura lieu la reprise de "La mère" mise en scène par Jacques Delcuvellerie à Liège.

Samedi 11 mai à partir de 11 heures, au Centre "Ten Weyngaert", rue des alliés 54, à 1190 Bruxelles. Entrée 150 F. Pour tout renseignement: Michel Van Loo Tél et fax: 02/660.37.33.

«Les idées du PTB sont miennes, je n'aime pas les injustices»

Cinq collègues de Fernand deviennent membre du parti

Fernand, seul militant PTB dans son usine, veut depuis longtemps y construire une cellule du parti. Il en a parlé à dix ouvriers avec la petite brochure "Adhérez au PTB". Résultat : cinq de ses collègues veulent suivre un cycle d'adhésion.

Leen De Schepper

Voici deux mois que Fernand s'est lancé dans la campagne pour les cellules simplifiées. Le PTB veut ouvrir ses portes à tous les ouvriers voulant collaborer d'une façon ou d'une autre à ses activités. Il veut combattre l'habitude de poser des conditions trop élevées à des candidats-membres.

Fernand, comment expliques-tu cet enthousiasme soudain pour le PTB ?

Fernand. La campagne "cellules simplifiées" est enthousiasmante car bien définie : elle propose une adhésion sur une base minimale. Mon projet était de construire une cellule pour combattre le capitalisme. Je me suis donc lancé dans cette campagne avec enthousiasme. Depuis le plan global, je discute régulièrement avec des collègues des positions du parti. Certains sont abonnés à Solidaire et cela les a beaucoup rapprochés du parti.

Lors de la dernière grève dans votre entreprise, vous avez créé une "cellule de grève". Plusieurs ouvriers y ont participé. Cela explique-t-il quelque chose ?

Fernand. Cette expérience très importante a montré la force de l'organisation. Nous nous sommes réunis une dizaine de fois. Même si chacun n'a pas pu être chaque fois présent, tous ont vu comment

nous avons pu entraîner les sympathisants de l'amicale du PTB et le comité de grève. Cela leur a prouvé qu'on est plus efficace dans le parti, qu'en restant sympathisant.

Comment leur as-tu proposé de devenir membre du parti ?

Fernand. La première fois, j'avais discuté avec un camarade de la brochure "Rejoignez le PTB". Mais lors d'une rencontre à son domicile, j'ai commis l'erreur de parler d'abord de la situation à l'usine. J'ai vite compris qu'on s'enfonçait dans une discussion syndicale. J'ai rapidement corrigé le tir en reparlant de la brochure. Il la trouvait bien faite et appréciait Solidaire. Ce qu'il apprécie le plus dans le PTB c'est sa remarquable combativité.

Important : discuter régulièrement politique avec les gens

Mais tout n'a pas été si simple ?

Fernand. Non, le camarade a directement précisé ses désaccords : «Par exemple cet article "Soins de santé à Cuba : mieux que dans bien des pays occidentaux" (Solidaire n°16), a-t-il dit, le titre accroche, mais je dois vérifier si tout est vrai. Quand je lis Solidaire, j'apprends comment vous voyez le socialisme. Quand j'assiste à un débat avec Busquin, je ne dois pas



Le PTB ouvre ses portes à tous les ouvriers voulant collaborer d'une façon ou d'une autre à ses activités. Celui qui est d'accord avec les grands points du programme, assiste à une réunion mensuelle, défend le parti parmi ses connaissances ou dans une manifestation (ici 1er Mai 1994 à Anvers) et essaye de gagner de nouveaux membres, celui-là a sa place au PTB.

non plus croire tout ce qu'il dit.» Il ajoute : «En Allemagne, ils ont appliqué la réduction du temps de travail à 35 heures, mais cela ne crée pas d'emplois, malgré une perte salariale. Ce n'est donc pas une bonne revendication.»

Mes réponses n'ont pas toujours été promptes et de bon niveau. Mais je me rends compte de l'importance de la discussion politique régulière avec les gens.

Je le constate chez plusieurs : le communisme fait parfois peur. Un camarade me dit : «Il y aura toujours un sujet où on ne sera pas d'accord. Comment savoir si le PTB n'est pas totalitaire ou utopique ? Pour moi, la liberté c'est fondamental.» Son copain lui réplique : «Es-tu libre maintenant ? Moi, je suis pour l'égalité pour tous. Ce système entraînera tôt ou tard la révolution. Avec le PTB, on la réussira peut-être, mais sans lui, c'est impossible, car il faut des gens capables pour l'organisation. Toi qui veux aller à Cuba, quand tu seras revenu, tu auras changé d'avis. Si aujourd'hui, je décide de suivre le cycle d'adhésion, c'est parce que je suis mécontent de ce système.»

Le communisme, on en a discuté chaque fois. Mais je ne me suis pas braqué dessus. Nous ne demandons pas aux sympathisants d'être d'accord sur toutes ces questions dès le début. J'ai axé la discussion

sur ce qui nous unit. S'ils sont d'accord de venir aux réunions, de verser une cotisation, de lutter avec le PTB contre le capitalisme, on peut parler d'adhésion.

Chacun doit se sentir à l'aise dans le parti du moment qu'il apporte sa petite pierre

Et la question du temps à investir pour le parti ?

Fernand. Un camarade m'a dit franchement : «Les idées du parti sont les miennes depuis toujours. Si je vois quelqu'un qui souffre, je l'aide. Je n'aime pas les injustices. Voilà pourquoi je veux devenir membre du parti. Mais il ne faut pas que cela devienne une dictature. Parfois, je pars le week-end avec ma famille. Une fois dans le parti, je ne veux pas que l'on me reproche de ne pas en faire assez.» J'ai alors expliqué très clairement les conditions pour être membre : c'est précisément cela que nous voulons changer. Il faut être d'accord avec les grands points du programme, assister à une réunion mensuelle, verser une cotisation financière, défendre le parti parmi ses connaissances et essayer de gagner de nouveaux membres pour le parti. Chacun doit se sentir à l'aise dans le parti du moment qu'il apporte sa petite pierre à

l'édifice.

Un autre camarade se demandait comment concilier la famille, le travail pour le parti et la vie professionnelle. Il craignait que son temps soit envahi par le parti. Pourtant, il avait déjà décidé de devenir membre. Mais je devais le rassurer, avec la brochure.

Ces camarades donnaient-ils déjà un coup de main au parti ?

Fernand. Oui, chacun à sa manière. Par exemple, pendant la grève, plusieurs ont pris des notes ou sont venus me communiquer les réflexions des ouvriers. De cette façon, nous pouvions en tenir compte pour nos tracts.

Quatre camarades participent à une formation de "correspondants ouvriers". Cinq diffusent des tracts dans les boîtes aux lettres et des autocollants du PTB. D'autres ont collé des affiches durant les élections. Chaque contribution est d'une grande valeur, car elle permet de construire le parti et de le renforcer. Ces camarades avaient donc déjà leur place dans le parti !

Ne pas travailler tout seul. Y compris pour recruter de nouveaux membres

Tu étais seul à convaincre tes collègues ?

Fernand. Non, au contraire. Un camarade, tout de suite enthousiaste pour adhérer au parti, en a parlé aux autres. Je me suis appuyé sur lui. Il a encouragé les autres à venir aux activités du parti, il a organisé des discussions entre eux et moi. Son apport a été très grand.

Mohammed offre 5.000 F

La fête du 1er Mai du PTB est un événement unique. 150 invités étrangers, de 56 pays différents, suscitent un intérêt énorme et inspirent le respect. Pour Mohammed, ouvrier de Molenbeek, c'est une occasion de témoigner ses sentiments de solidarité internationale. Il a reçu une liste de la série de tâches à accomplir pour la fête du 1er Mai et est revenu avec une réponse particulièrement positive. «Je me libère pour le 2, 3 et 4 mai pour servir de chauffeur aux membres des délégations étrangères. J'ai apporté aussi une petite enveloppe.» Nous l'ouvrons : il y a 5.000 F, pour payer une partie d'un ticket d'avion. Formidable !

"Rejoignez le PTB"

La brochure "Rejoignez le PTB" est l'outil d'une campagne que le parti vient de lancer pour ouvrir plus largement ses portes à de nouveaux membres. Chaque travailleur ou travailleuse disposé à assumer une tâche fixe, qui accepte de participer une fois par mois à une réunion, et qui paie une cotisation établie peut devenir membre du parti. Commandez la brochure en renvoyant ce bon au secrétariat national du PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.



Envoyez-moi ... ex. de la brochure "Rejoignez le PTB"

Je veux rencontrer un militant du PTB.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Commune : _____

Téléphone : _____

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Miet Smet, femme des patrons

"Non au travail de nuit" - "Travail de dimanche, travail en pauses, travail de nuit... et ma famille ??" - "Miet Smet, femme des patrons, nous ne voulons pas que nos femmes travaillent la nuit". Nous sommes 700, hommes et femmes, à manifester jeudi soir 28 mars devant la maison de Miet Smet, ministre du Travail. Les secteurs textile et métal sont particulièrement représentés. "Le travail de nuit nuit à la santé", disent ceux du textile. A sa sortie, Miet Smet est accueillie par des huées. Nous lui montrons que le travail de nuit n'est pas qu'une question des femmes. Notre réponse : non radical ! Nombre de manifestants sont en... robe de nuit. Son projet de loi a pour unique but de permettre aux patrons d'introduire davantage d'équipes de nuit et d'augmenter la flexibilité afin d'accroître leurs bénéfices. Le conseil général des femmes CSC maintient le principe de l'interdiction du travail de nuit, tant pour les femmes que pour les hommes. Nous ne pouvons accepter une dérogation que sous des conditions strictes. Le travail de nuit n'améliore pas les chances de la femme sur le marché de l'emploi, au contraire. Ce sont surtout les femmes peu qualifiées et exerçant un emploi mal rémunéré qui seront contraintes au travail de nuit. Les femmes CSC déplorent que le principe de l'égalité des droits soit utilisé comme prétexte pour satisfaire aux revendications patronales. En toute logique, l'étape suivante sera donc un rejet radical et une mobilisation interprofessionnelle. Le conseil des femmes CSC a uniquement discuté d'amendements, exigeant un meilleur encadrement, s'opposant à toute sanction en matière d'allocation de chômage, lors-

qu'une femme refuse un emploi de nuit et en revendiquant, etc... Je crois que cette attitude défensive ne suffira pas à arrêter le travail de nuit pour les femmes. Car le projet de loi veut son extension. C'est la énième concession en matière de flexibilité, sous prétexte de création d'emplois. Les travailleurs belges sont déjà les plus flexibles d'Europe. Le conseil général a décidé que l'action devant la maison de Miet Smet n'est que le début. Le métal a proposé toute une gamme d'actions, dont une manifestation nationale interprofessionnelle contre la Communauté européenne. Le but est de balayer le projet de loi. Les travailleurs, hommes et femmes, sont contre le travail de nuit. La nuit, nous voulons dormir.

**Une déléguée CSC
Bruxelles**

Scandaleux verdict

Scandaleux, le verdict du procès de Maaik Seghers. Dans mon pays d'origine, j'ai connu le fascisme. Ce jugement me fait froid dans le dos : que la justice puisse agir ainsi pour des faits aussi légers que le vol d'une cassette vidéo. Un juge aussi fasciste, cela ne doit pas être légal. Six mois, sursis ou pas, c'est exagéré. La déléguée et l'ouvrier ont été condamnés pour "violence" contre un cadre, mais le type n'a pas eu le moindre bleu. Les cadres de Sabena peuvent filmer le piquet, mais les travailleurs ne peuvent se défendre.

Un travailleur de la Sabena

Réfugiés : badge obligatoire

Félicitations, Monsieur Vande Lanotte. Enfin, grâce à vous, ministre socialiste, nous avons à nouveau l'étoile juive. Finie l'insécurité angoissante dans les rues de la ville. A partir de maintenant, nous serons en mesure de distinguer de loin à qui nous

avons à faire : un humain ou encore un de ces individus qui viennent profiter des bienfaits de la Démocratie occidentale, dont vos comparses socialistes figurent parmi les artisans. Citons seulement : chômage massif, Sécurité sociale démantelée, enseignement à deux vitesses, loyers hors de prix, services publics privatisés.

Vous avez réinventé l'étoile juive, prestation dont vous devez certainement être fier. Mais sera-ce efficace ? Ne vaudrait-il pas mieux marquer au fer rouge tous ces demandeurs d'asile, à un endroit bien visible, par exemple sur le front ? Beaucoup moins cher que ce badge sophistiqué qu'ils devront porter à partir du 1er septembre. Et un badge se perd, contrairement à une marque au fer rouge. Et ce serait plus écologique que tous ces badges en plastique des réfugiés refusés et déportés ? Dernière suggestion : pour la marque au fer rouge, prenez la lettre R de "Réfugié". Ainsi, vous pourrez ajouter un deuxième R, pour "Refusé". Et pour qu'à partir du mois de septembre, les choses soient bien claires, que tous ceux qui soustiennent vos plans terrifiants, portent une moustache carrée et une mèche sur le front.

**Ella Wagemans
Ekeren**

Liban, Israël, USA et Europe

Les Français pourraient se demander pourquoi les Libanais sont victimes d'une agression, quelques jours seulement après que le Président français se soit rendu à Beyrouth pour exalter la souveraineté et l'intégrité du Liban. Manifestement, les Israéliens fournissent aujourd'hui leur réponse : par le feu. En les approuvant, les Américains réagissent clairement au discours français sur le renouveau de la "politique arabe" et réaffirment sans ambiguïté leur refus de toute interférence européenne sur le contenu des négociations. Depuis la Guerre du Golfe, les

Américains conçoivent le Proche-Orient comme leur chasse gardée. Les Israéliens croient pouvoir imposer unilatéralement leurs conditions aux peuples du Proche-Orient. Les bombardements israéliens sur le Liban, en même temps qu'ils outragent les droits des peuples et les droits des gens, sont un défi à toute velléité d'initiative indépendante de la France et l'Europe. Les militants et organisations actifs dans la solidarité avec les peuples du Proche-Orient, et engagés dans des actions de dialogue et de fraternité en Méditerranée, doivent entreprendre le travail public d'explication et de mobilisation qui est leur raison d'être.

**Justice et paix en Palestine
& Cercle des socialistes
de culture musulmane
Paris**

Les manipulations des médias

Pourriez-vous m'adresser les conditions d'un éventuel abonnement à Solidaire ? Je suis journaliste et je fais une thèse de doctorat sur "Les manipulations dans les médias". J'aimerais avoir une idée sur les numéros de Solidaire qui ont abordé la dérive et les mensonges dans les médias. J'ai eu votre adresse grâce au livre "Attention Médias !" écrit par Michel Collon. Un livre superbe, sérieux, qui devrait figurer dans la bibliothèque personnelle de ceux qui jettent un regard critique sur les médias.

**M. Rami
Paris**

Foot : ils étaient des nôtres, mais l'ignoraient...

Samedi 13 avril, j'ai eu l'occasion de suivre la rencontre de football entre RFC Seraing et le RWDM. Le président du club de Seraing, M. Blaton, abandonne la desti-

née du club pour aller injecter quelques millions dans celui du Standard, le voisin ennemi. Pendant plusieurs années, M. Blaton a investi à Seraing quelque 500 millions de francs qu'il a, on peut le rappeler, gagnés grâce à la plus-value du travail des ouvriers de son entreprise. Quinze minutes avant la fin de cette fameuse rencontre, plusieurs centaines de spectateurs ont envahi la pelouse sérésienne pour manifester leur mécontentement et scander leurs slogans hostiles à Blaton et son bras droit Nicolay. Que faisaient-ils d'autre que de conspuer le capitalisme pur et dur d'un investisseur sans âme qui leur vole leur club, leur école des jeunes et parce que son joujou usé ne lui plaisait plus ?

Ils étaient plusieurs centaines à hurler leurs colères, c'est notre devoir de leur apprendre qui ils doivent combattre.

**Ph. D.
Seraing**

Privatisation rampante

Au service des bâtiments du ministère de la Communauté flamande, la privatisation rampante est à l'oeuvre. Les gens qui quittent le service ou partent en pension ne sont pas remplacés. En quelques années, notre personnel a diminué de 30 % : desinateurs, contrôleurs, dactylos, tout fout le camp ! Si cela continue, le service qui réalise encore ses propres études, sera limité à un pur contrôle parce qu'on manquera de gens. Voilà comment nous guette une privatisation au profit des bureaux d'étude privés. Et ça n'améliore pas la qualité.

On entend les mêmes plaintes partout : moins de personnel, charge de travail aggravée. De plus en plus de fonctionnaires doivent assumer des tâches pour lesquelles ils n'ont pas été engagés. Tout se passe comme dans le privé.

**Un fonctionnaire du service
des bâtiments**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Pour la naturalisation après 5 ans

Jean-Marie Piersotte (CNE) et Georges Debunne (FGTB) au débat antiraciste d'Objectif

La section Objectif 479.917 de Charleroi a organisé un débat sur le thème "mouvement syndical et lutte pour l'égalité des droits". Invités principaux : Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGTB et Jean-Marie Piersotte, secrétaire national du syndicat chrétien des employés (CNE) pour l'industrie...

Myriam De Ly

Cette soirée fut aussi une bonne occasion pour remettre le titre «Entreprise sans Racisme» aux travailleurs de l'usine de verre Splintex à Fleurus-Charleroi (voir ci-dessous).

Les responsables syndicaux entrent immédiatement dans le vif du sujet : ce ne sont pas les immigrés qui sont responsables du chômage, mais le grand capital.

G. Debunne ouvre le feu : «J'appartiens à la génération qui a connu Hitler, Mussolini, la guerre, la résistance, la fin de la guerre. Il y a cinquante ans, nous avons dit : "Plus jamais ça, plus jamais de guerre, de dictature, de racisme". Mais le racisme revient, et on est en train de démolir la Sécurité sociale. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où tout est en jeu. Il y a un retour vers le nationalisme, le régionalisme. La lutte est générale. Le chômage a atteint un point très dangereux. Il faut le combattre. La solidarité et l'unité sont indispensables».

Jean-Marie Piersotte va dans le même sens : «Nous vivons dans une société où plus il y a du chômage, plus il y a des bénéficiaires. Les cinq mille entreprises belges les plus performantes ont fait en quelques années 2.640 milliards de bénéfices. Ce qui correspond à un quart de la dette publique. En taxant ces bénéficiaires de 10 %, on peut créer deux cent cinquante mille emplois.»

Ce sont aussi les riches que Georges Debunne accuse : «Les quarante mille familles les plus riches de Belgique possèdent ensemble sept mille milliards de francs. Pourquoi n'ose-t-on pas taxer ces fortunes?»

Georges Debunne exige le droit de

vote pour les travailleurs, quelle que soit leur race : «Je me suis battu pour cela à la FGTB et ce n'était pas facile à l'époque. J'ai assisté à des assemblées extrêmement difficiles, où les Belges n'acceptaient pas les Italiens. Il n'y a donc rien de neuf. Mais nous avons obtenu les droits égaux en 1971».

Il faut donner des arguments qui cassent les reins aux préjugés

Jean-Marie Piersotte a organisé des réunions pour les militants CNE au sujet de l'immigration : «Il faut donner des arguments qui cassent les préjugés. Il faut voir la réalité en face : il existe aussi des préjugés dans l'organisation syndicale. Nous avons fait des fiches qui combattent nombre d'entre eux. D'autre part, nous menons aussi un combat pour exclure les membres de partis fascistes du syndicat».

Aslan Baycuman, immigré turc, témoigne. Aslan vit en Belgique depuis 23 ans. Marié, avec trois enfants, il a travaillé à BMC-Seneffe jusqu'à ce que cette usine ferme. En 1992, il introduit une demande de naturalisation. Durant l'enquête, la police lui demande : «Manges-tu par terre ou à table ? Ta femme porte-t-elle le foulard ? Regardes-tu les chaînes de télévision turques ?» En 1994, il reçoit une réponse officielle : pas assez "intégré".

Mais Aslan ne baisse pas les bras. Avec Objectif, il parle à la presse, va voir des hommes politiques : «A présent, on me convoque à nouveau à la commune, et on me repose exactement les mêmes questions.» Georges Debunne est indigné : «Ce qui arrive à notre ami



Antonio Pacifico (gauche) et Pino Casu avec leur certificat "Entreprise sans racisme". Derrière eux, Georges Debunne (FGTB), Paula Hertogen (Objectif Droits Egaux) et Jean-Marie Piersotte (CNE).

est scandaleux. C'est presque une manifestation de racisme. Il faut faire intervenir les autorités locales».

Les syndicalistes doivent-ils soutenir Objectif 479.917 ?

"Les syndicalistes doivent-ils soutenir Objectif 479.917 ?" est la dernière question abordée. «Oui, répond Piersotte. En tant que syndicaliste et démocrate, je ne puis qu'applaudir à l'initiative d'Objectif. D'ailleurs, j'ai participé à toutes les manifestations, nous avons travaillé avec la pétition, nous l'avons publiée».

Georges Debunne partage cet enthousiasme, mais soulève une nuance : «Je suis un des rares leaders qui va parler à Objectif. D'ailleurs, quand vous m'avez téléphoné, j'ai dit oui tout de suite. Je suis d'accord avec Objectif sur le fond. Mais je crains qu'il n'y ait des détails qui rendent le problème

délicat et difficile. Personnellement, je trouve qu'on doit proposer la naturalisation à toute personne qui réside en Belgique depuis cinq ans et n'a pas de casier judiciaire. Quitte à ce qu'il la refuse, car il a aussi le droit de la refuser. Ainsi, cela se passe tout à fait démocratiquement. Après cinq ans de résidence, les immigrés reçoivent automatiquement une lettre : "Vous pouvez obtenir la naturalisation".»

Cette vision de Debunne correspond donc tout à fait à celle d'Objectif, traduite dans la proposition de loi Harnie. Mais Objectif ne fait pas la restriction sur le casier

judiciaire. Trop souvent, les jeunes immigrés sont victimes d'une justice arbitraire et raciste. Refuser la nationalité à des personnes condamnées revient à les punir doublement.

Georges Debunne conclut : «Au niveau européen, nous avons obtenu une déclaration de non-discrimination au niveau des entreprises. C'est quelque chose que vous pouvez utiliser. En Hollande, les immigrés ont maintenant le droit de vote au niveau communal. Mais tout devrait aller plus vite. Parce que la vie change vite, la politique change vite, le monde change vite».

Cuba : pas de racisme

André Engelen, un sidérurgiste revenant de Cuba, est intervenu depuis la salle : «Je n'ai pas vu de racisme à Cuba. Notre guide était métis-

se. Son frère noir. Son père blanc. Ici, on a besoin du racisme pour diviser les travailleurs. A Cuba, non. C'est une société socialiste».

Splintex nominée "Entreprise sans racisme"

«Grâce à la campagne d'Objectif, nous étions plus unis face au patron»

Myriam De Ly

Plus de 30 % des travailleurs de Splintex ayant signé la pétition d'Objectif, Pino Casu et Antonio Pacifico, au nom des délégations syndicales, ont reçu le diplôme "Entreprise sans racisme" des mains de Paula Hertogen d'Objectif.

Comment les délégations FGTB et CSC s'y sont-elles pris pour obtenir le titre ? Pino Casu explique : «La percée électorale de l'extrême droite en 1991 a provoqué une grande indignation dans

l'entreprise. La délégation a proposé en assemblée de signer la pétition d'Objectif. Plusieurs personnes ont fait signer les feuilles. La grève de mai 95 pour la réduction du temps de travail et le droit de grève, a réactualisé la pétition. Car un incident raciste a eu lieu à cette occasion...

Lorsque nous avons occupé un bureau, pour faire sortir des jaunes, un cadre a lancé aux grévistes : «Moi, je suis dans mon bureau, et dans mon pays, contrairement à beaucoup d'entre vous». Ceci a suscité la colère de

nombreux travailleurs. Lors de cette grève, la délégation a accepté qu'Objectif installe au piquet un bureau de vote alternatif (pour les élections parlementaires). Ce fut un grand succès. 41 immigrés participèrent au vote. Il y eut des dizaines de signatures pour la pétition.»

Splintex et Minolta : des cadres racistes obligés de s'excuser

«Cette action, conclut Pino Casu,

a contribué à créer un climat antiraciste. Lorsque nous avons repris le travail, nous avons d'abord tenu une assemblée de bilan dans l'usine. Les ouvriers n'ont pas voulu reprendre le travail tant que le cadre raciste ne s'excusait pas publiquement. Et il l'a fait, accompagné d'un membre de la direction. Grâce à la campagne d'Objectif, nous étions plus unis face au patron. C'est un honneur pour nous de recevoir le titre d'«Entreprise sans racisme». Nous voulons le mériter et prendre nos responsabilités contre le

racisme.» Roger Meuter, permanent CNE, rapporte une histoire comparable : «Lors d'une assemblée avec le personnel, à Liège, la direction de la firme Minolta a injurié un travailleur étranger : "Sale Algérien, retourne dans ton pays !" La délégation a contacté son permanent. L'usine a été placardée de slogans antiracistes. Résultat : de leur propre chef, les responsables de l'entreprise ont décidé de présenter leurs excuses. Une délégation forte forme une barrière contre une extension du racisme».